

LA RIGUEUR ET L'INNOVATION AU SERVICE DE NOS CLIENTS

2018

Rapport *FINANCIER*

Sommaire

Rapport de gestion de la Présidente au comité de surveillance et à destination de l'associé unique	2
Rapport 2018 relatif à la politique de rémunération de Covéa Finance	14
Compte rendu relatif aux frais d'intermédiation et à la politique d'exécution	16
Rapport sur les 5 premières entreprises d'investissement	17
Rapport sur l'exercice du droit de vote	25
Rapport sur le dispositif de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme	28
Bilan au 31 décembre 2018	30
Compte de résultat en liste 2018	32
Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels	34
Décision de l'associé unique	37
Annexes aux comptes annuels	38
Résultats de la société au cours des 5 derniers exercices	44
Annexe performances des OPCVM	45

Rapport de gestion de la Présidente au comité de surveillance et à destination de l'associé unique

(Code de commerce – L. 232-1 et suivants)

Exercice 2018

Par le présent rapport, je vous rends compte de l'activité de votre société au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018 et soumetts à votre approbation les comptes annuels dudit exercice.

Vos commissaires aux comptes vous donneront dans leurs rapports toutes informations quant à la régularité des comptes annuels qui vous sont présentés.

Au présent rapport sont joints les états financiers et leurs annexes. Je vous engage à vous reporter à ces derniers pour de plus amples informations relatives aux principes comptables retenus.

I. Environnement économique de Covéa Finance

L'année 2018 a été marquée par la montée des tensions commerciales entre la Chine et les États-Unis, dans un contexte de remise en cause du multilatéralisme. Les deux pays se sont lancés dans une série de hausses de droits de douane, avant d'arriver à la fin du mois de novembre à un compromis temporaire. D'un point de vue conjoncturel, l'économie américaine est restée robuste tout au long de l'année, avec un taux de chômage qui a poursuivi sa décrue, et des évolutions salariales plus positives que les années passées. Dans ce contexte, la Réserve fédérale américaine (Fed) a poursuivi son resserrement monétaire. En Europe, les éléments politiques ont pris le pas sur les publications économiques, avec les incertitudes que soulèvent l'issue du Brexit, la fragilisation de la coalition allemande ou encore la formation d'un gouvernement de coalition atypique en Italie. Les données économiques de la zone euro se sont modérées tout au long de l'année, et la croissance paraît désormais plus hétérogène entre les pays. En Chine, le ralentissement de l'activité s'est intensifié sur la deuxième partie d'année. Dans ce contexte, le prix du pétrole Brent a fini l'année en fort repli pour atteindre 53,8 dollars le baril, soit une baisse de 19,5% par rapport à 2017. Le dollar s'est apprécié de 4,5% face à l'euro et atteint 1,14 dollar pour un euro à fin décembre.

Aux **États-Unis**, l'activité économique a accéléré, soutenue par l'allègement de la fiscalité pour les ménages et les entreprises. La croissance annuelle du produit intérieur brut (PIB) a atteint, en moyenne, 2,8% sur les trois premiers trimestres de l'année. Le degré d'optimisme des entreprises et des consommateurs s'est maintenu à un niveau très élevé tandis que le taux de chômage a poursuivi sa baisse tendancielle pour s'établir sous les 4% de la population active. Dans un contexte d'inflation encore modérée, et ce malgré une amélioration des gains salariaux sur la deuxième partie d'année, la Réserve fédérale a maintenu le cap de son resserrement monétaire graduel avec quatre hausses du taux directeur sur l'année. Sur le plan politique, les élections de mi-mandat ont abouti à un Congrès divisé avec un changement de majorité à la Chambre des représentants, désormais sous contrôle des démocrates. En toute fin d'année, l'échec des tractations au Congrès sur le financement du mur à la frontière mexicaine voulu par Donald Trump a entraîné une fermeture partielle des administrations fédérales tandis que le déficit public du pays avoisine désormais les 5% du PIB.

En **zone euro**, la croissance économique a connu une baisse de régime sur les trois premiers trimestres de l'année pour atteindre 1,6% sur un an. Fait notable, la demande extérieure ne contribue désormais plus à l'activité. Les indicateurs de confiance se sont assez sensiblement modérés pour revenir sur des niveaux qui prévalaient avant 2017, tout comme le cycle industriel, pénalisé en toute fin d'année par les perturbations dans le secteur automobile. Sur le marché du travail, le taux de chômage a continué de refluer dans la plupart des pays. Ce dernier s'établit à 8,1% de la population active tandis que les salaires nominaux ont accéléré tout au long de l'année pour atteindre 2%. Les gains de pouvoir d'achat sont néanmoins restés faibles en raison de la remontée de l'inflation. Lors de sa dernière réunion de l'année, la Banque centrale européenne (BCE) a décidé de mettre un terme à son programme d'achat d'actifs (APP) mais prévoit de maintenir une politique monétaire accommodante en procédant aux réinvestissements des titres à échéance et en poursuivant sa politique de taux bas. L'année politique a été chahutée par l'arrivée au pouvoir d'une coalition inédite en Italie, l'effritement de la coalition en Allemagne et les mouvements sociaux en France à partir de novembre.

Au **Royaume-Uni**, la modération de l'activité s'est poursuivie en 2018 avec notamment un recul de l'investissement des entreprises sur les trois premiers trimestres. De son côté, la Banque d'Angleterre a procédé à une seule hausse de son taux directeur à 0,75% jugeant de progrès suffisants sur le marché du travail. Concernant le Brexit, les négociations ont pris du retard et l'approbation par le Parlement de l'accord de sortie signé entre Theresa May et l'Union européenne demeure une incertitude majeure.

Au **Japon**, la croissance du PIB s'est affaiblie tout au long de l'année avec une contraction de l'activité au 3^e trimestre exacerbée par des événements climatiques. La dynamique industrielle s'est néanmoins tassée et les entreprises japonaises font désormais preuve d'un plus faible degré d'optimisme. L'inflation est restée très modeste, malgré des progrès du côté des salaires, à un taux annuel légèrement supérieur à 1% tandis que la politique monétaire de la Banque du Japon a été légèrement ajustée mais reste très accommodante.

En **Chine**, le ralentissement économique s'est amplifié en fin d'année comme l'illustre le freinage de la production industrielle et de l'investissement. Face à ces développements, les autorités chinoises ont activé les leviers monétaires et budgétaires pour soutenir l'activité. Les risques financiers liés à l'endettement des agents économiques demeurent le principal sujet d'inquiétude.

Évolution et niveau des principaux indices et indicateurs de marchés

INDICATEURS DE MARCHÉS (1/2)		29/12/17	31/12/18	VARIATION DEPUIS LE 29/12/2017 (% OU PBS)*	
Marchés obligataires	Taux directeurs (%)	Fed	1,50	2,50	1,00
		BCE	0,00	0,00	0,00
		BOE	0,50	0,75	0,25
		BOJ	0,10	0,10	0,00
		Banque de Corée	1,50	1,75	0,25
		Brésil	7,00	6,50	- 0,50
		Russie	7,75	7,75	0,00
		Inde	6,00	6,50	0,50
		Chine	4,35	4,35	0,00
		Taux souverains 10 ans (%)	États-Unis	2,41	2,68
	France OAT		0,79	0,71	- 0,08
	Allemagne		0,43	0,24	- 0,19
	Italie		2,02	2,74	0,73
	Royaume-Uni		1,19	1,28	0,09
	Japon		0,05	0,00	- 0,05
	Corée du Sud		2,47	1,99	- 0,48
	Brésil		10,26	9,24	- 1,03
	Russie		7,43	8,52	1,09
	Indice crédit		Indice IBOXX Eur Corporate	226,5	223,6
Marchés des changes	Contre euro (1 € = ... devises)	Dollar	1,20	1,15	- 4,5
		Sterling	0,89	0,90	1,22
		Yen	135,3	125,8	- 7,0
	Contre dollar (1 \$ = ... devises)	Won	1 071	1 115	4,1
		Real brésilien	3,3	3,9	17,1
		Rouble	57,6	69,7	21,0
		Roupie indienne	63,9	69,8	9,2
		Yuan	6,5	6,9	5,7

INDICATEURS DE MARCHÉS (2/2)		29/12/17	31/12/18	VARIATION DEPUIS LE 29/12/2017 (% OU PBS)*		
Marchés actions	Devises locales	États-Unis - S&P	2 674	2 507	- 6,2	
		Japon - Nikkei 300	357	301	- 15,8	
		France - CAC 40	5 313	4 731	- 11,0	
		Allemagne - DAX	6 122	4 863	- 20,6	
		Zone euro - MSCI EMU	126	108	- 14,7	
		Royaume-Uni - FTSE 100	7 688	6 728	- 12,5	
		Corée du Sud - KOSPI	2 437	2 041	- 16,2	
		Brésil - Bovespa	76 073	87 887	15,5	
		Russie - MICEX	2 103	2 359	12,2	
		Inde - SENSEX	34 057	36 068	5,9	
		Chine - Shanghai	3 307	2 494	- 24,6	
		Hong Kong - Hang Seng	29 919	25 846	- 13,6	
		MSCI - BRIC	1 128	949	- 15,8	
		Euro	S&P (€)			- 1,6
	Nikkei 300 (€)				- 9,2	
	FTSE 100 (€)				- 13,4	
	Matières premières	Agricoles	Mais (centimes de dollar par boisseau)	351	375	6,9
Indice CRB**			432	409	- 5,3	
Énergétiques		Pétrole (Brent, \$ par baril)	67	54	- 19,4	
		Métaux précieux	Prix de l'once d'or	1 309	1 281	- 2,1
			Prix de la tonne de cuivre	7 247	5 965	- 17,7

* Variations en points de base (pbs) pour les taux souverains et les taux directeurs.

** CRB : indice des prix de 22 matières premières industrielles (59,1 %) et alimentaires (40,9 %). Cet indice n'inclut pas les prix de l'énergie.

Sources : Covéa Finance, Bloomberg.

2. Situation et activité de la société

2.1 L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION DE LA SOCIÉTÉ

Au 31 décembre 2018, l'effectif de Covéa Finance est de 168 collaborateurs, ce qui représente une hausse de près de 9% par rapport à l'exercice précédent.

Durant l'année, la gouvernance de Covéa Finance a évolué avec :

- la modification de la composition du comité de surveillance et la nomination d'un nouveau président ;
- la modification de la composition de la commission des rémunérations ;
- la modification du comité de direction en fin d'année.

L'actionnariat de Covéa Finance a également évolué, avec désormais un actionnaire unique, Covéa Coopérations.

La comptabilité générale a été internalisée en début d'exercice.

En 2018, six fonds ont été créés, un OPC a également été labellisé ISR. Par ailleurs, des passeports ont été obtenus sur l'Italie afin de poursuivre les actions de commercialisation.

Enfin, un nouveau statut pour les collaborateurs a été négocié durant l'année pour une mise en œuvre au 1^{er} janvier 2019.

2.2 LES ACTIFS GÉRÉS

Au 31 décembre 2018, le montant des actifs gérés s'élève à 95,1 Md€ et se décompose de la manière suivante :

- 22 mandats de gestion pour le compte des sociétés du groupe Covéa, ou de mutuelles partenaires, pour un total de 83,2 Md€ ;
- 48 OPC pour un total de 11,9 Md€.

Les variations d'encours par rapport à l'exercice précédent sont présentées ci-dessous :

ENCOURS GÉRÉS EN MILLIARDS D'EUROS	31/12/2017	31/12/18	VARIATIONS
Mandats	85,6	83,2	- 2,8%
OPC	12,3	11,9	- 3,8%
TOTAL	97,9	95,1	- 2,9%

Le lecteur trouvera en annexe le détail des OPC gérés et leur performance.

Il convient de souligner que si les encours de fin d'année ont diminué entre les deux exercices, principalement par effet marché, à l'inverse, les encours moyens annuels qui servent de base de facturation ont progressé sur cette période (passant de 88,4 Md€ en 2017 à 90,2 Md€ en 2018).

En 2018, Covéa Finance a obtenu le trophée d'Argent du Revenu dans la catégorie du meilleur fonds d'actions internationales sur 10 ans pour Covéa Actions Investissement.

2.3 L'ACTIVITÉ DE LA SOCIÉTÉ

En 2018, les revenus d'exploitation de Covéa Finance ont progressé de + 7,2% par rapport à l'exercice précédent. Cette progression s'explique essentiellement par la progression des encours moyens entre les deux exercices.

Au 31 décembre 2018, les encours gérés en actions et assimilés, OPC et mandats compris, sont valorisés à 14,9 Md€, ce qui représente une baisse de - 15,3% en comparaison de l'exercice précédent. Cette baisse est principalement liée au désengagement du marché actions initié par la gestion au 3^e trimestre 2018.

Les encours obligataires et autres produits de taux s'élèvent à 80,2 Md€, ils sont globalement stables par rapport à 2017.

Les charges d'exploitation ont progressé de 11,8% durant l'exercice.

Cet accroissement est essentiellement dû :

- à la hausse des charges salariales consécutive à la croissance des effectifs ;
- à la progression des charges d'activité assises sur les encours et la collecte, dont les rétrocessions de commercialisation ;
- aux frais de recherche qui sont intégralement pris en charge par Covéa Finance.

Il convient de noter la diminution des charges informatiques de - 13,8% par rapport à 2017 qui résulte des travaux liés au changement d'infogérant et l'optimisation des flux de données et d'indices de marchés.

Ainsi, le résultat d'exploitation 2018 est en baisse de - 3,3% par rapport à l'exercice précédent. Il est passé de 29 974 k€ en 2017 à 28 977 k€ en 2018, mais il reste néanmoins supérieur aux objectifs budgétaires initiaux.

Le résultat net comptable, après la prise en compte des résultats financiers et exceptionnels, des impôts et de la participation, est de 18 165 k€ en 2018 alors qu'il était de 15 906 k€ en 2017, soit une hausse de 14,2%.

3. Les résultats de cette activité

3.1 LES PRODUITS D'EXPLOITATION

Les produits d'exploitation de l'exercice 2018 s'élèvent à 105 327 k€ contre 98 251 k€ en 2017, ce qui représente une augmentation de + 7,2%.

Les produits d'exploitation se décomposent ainsi :

(en k€)	2017	2018	VARIATIONS
Commissions de gestion sur Mandat	10 543	10 862	+ 3,0%
Commissions de gestion sur OPC	83 995	91 403	+ 8,8%
Produits accessoires	3 713	3 062	- 17,5%

Cet accroissement des produits provient des commissions de gestion perçues sur les OPC et les mandats à la suite de l'évolution positive des encours moyens gérés entre les deux périodes de facturation.

3.2 LES CHARGES DE PERSONNEL

Les charges de personnel sont de 18 346 k€, ce qui représente une hausse de 8% par rapport à l'exercice précédent.

Cette progression est due à l'évolution de 8,5% des effectifs de la société qui compte 168 collaborateurs au 31 décembre 2018, répartis sur deux sites, contre 155 en 2017.

Par ailleurs, dans le cadre de la loi dite « mesures d'urgences économiques et sociales » du 24 décembre 2018, Covéa Finance s'est engagée à verser une prime à une partie de ses collaborateurs. À ce titre, une charge a été comptabilisée dans les comptes de l'exercice 2018.

Enfin, Covéa Finance a bénéficié du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE), l'impact étant une diminution des charges de personnel.

3.3 LES CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION

Les frais d'activité et autres charges d'exploitation, hors impôts, amortissements et rémunérations, s'élèvent à 52 654 k€ à fin 2018, soit une hausse de 14,2% entre les deux exercices.

Cet accroissement des charges est principalement dû, d'une part, à la hausse des charges indexées sur les encours, et d'autre part aux coûts inhérents à la recherche externe qui est directement payée par Covéa Finance.

Les postes de charges d'exploitation les plus significatifs sont :

- les rétrocessions qui s'élèvent à 21 741 k€, en augmentation de 19,3% ;
- les charges d'exploitation informatique qui sont de 14 257 k€, en baisse de - 13,8% à la suite de la rationalisation des coûts sur les données de marché et les impacts inhérents au changement d'infogérant ;
- les frais de recherche pour 4 758 k€, Covéa Finance ayant retenu l'option d'un paiement en direct ;
- les loyers qui s'élèvent à 4 024 k€, en progression de 3,4% ;
- les frais inhérents aux OPC, valorisateurs et dépositaires, sont de 3 182 k€ soit une hausse de 11,2% faisant suite à la progression des encours moyens et aux coûts générés par la création de six fonds sur l'exercice ;
- les honoraires (conseil et commissariat aux comptes, y compris des OPC) s'élèvent à 700 k€, soit une baisse conséquente de 24%.

3.4 RÉSULTATS FINANCIERS ET EXCEPTIONNELS

Le résultat financier s'élève à - 22 k€. Il est essentiellement constitué de moins-values latentes sur le portefeuille résultant du placement des fonds propres de la société. Pour mémoire, les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Il convient de noter que la société n'a pas d'endettement à plus d'un an.

Le résultat exceptionnel de + 408 k€ résulte de reprises de provisions pour risques initialement passées sur les exercices précédents.

3.5 IMPÔTS ET TAXES

Les impôts et taxes, hors impôt sur les sociétés, s'élèvent à 3 646 k€.

Le résultat fiscal ressort à 27 701 k€.

Le montant de l'impôt sur les sociétés est de 9 486 k€.

3.6 BÉNÉFICE NET

Le bénéfice net 2018 s'élève à 18 165 k€, il est en hausse de 14,2% par rapport à l'exercice 2017.

3.7 PARTICIPATIONS DES SALARIÉS

La réserve légale de participation distribuable au titre de l'exercice 2018 est de 1 711 k€.

3.8 INTÉRESSEMENT DES SALARIÉS

Conformément à l'accord d'intéressement groupe Covéa signé le 18 mars 2016 qui permet à l'ensemble des salariés de se voir attribuer une part du résultat du Groupe, une charge a été constatée dans les comptes pour un montant de 187 k€.

Les critères de calcul, définis dans l'accord d'intéressement du 14 juin 2017 de Covéa Finance, ont été atteints. Un montant de 117 k€ a été comptabilisé en fin d'année.

3.9 INFORMATIONS RELATIVES AUX DÉLAIS DE PAIEMENT DES FOURNISSEURS - CLIENTS

En application des articles L. 441-6-1, D. 441-4 et A. 441-2 du Code de commerce, il convient de présenter les montants des factures reçues et émises, non réglées à la clôture de l'exercice et dont le terme est échu, ventilés par tranche de retard.

	ARTICLE D. 441 I.-1° : FACTURES REÇUES NON RÉGLÉES À LA DATE DE CLÔTURE DE L'EXERCICE DONT LE TERME EST ÉCHU						ARTICLE D. 441 I.-2° : FACTURES ÉMISES NON RÉGLÉES À LA DATE DE CLÔTURE DE L'EXERCICE DONT LE TERME EST ÉCHU					
	0 jour (indicatif)	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)	0 jour (indicatif)	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)
(A) Tranches de retard de paiement												
Nombre de factures concernées	-					9	-					13
Montant total des factures concernées (TTC)	-	24 550	23 075	-	9 840	57 465	-	835 040	30 732	-	437	866 209
Pourcentage du montant total des achats de l'exercice (TTC)	-	0,05%	0,04%	-	0,02%	0,11%						
Pourcentage du chiffre d'affaires de l'exercice (TTC)							-	0,79%	0,03%		-	0,82%
(B) Factures exclues du (A) relatives à des dettes et créances litigieuses ou non comptabilisées												
Nombre de factures exclues												
Montant total des factures exclues (préciser : HT ou TTC)												
(C) Délais de paiement de référence utilisés (contractuel ou délai légal - article L. 441-6 ou article L. 443-1 du Code de commerce)												
Délais de paiement utilisés pour le calcul des retards de paiement		<input checked="" type="checkbox"/> Délais contractuels : À réception						<input checked="" type="checkbox"/> Délais contractuels : À réception				
		<input checked="" type="checkbox"/> Délais légaux : 60 jours						<input type="checkbox"/> Délais légaux : (préciser)				

3.10 ACTIVITÉ EN MATIÈRE DE RECHERCHE ET DE DÉVELOPPEMENT (ART. L. 232-1 DU CODE DE COMMERCE)

La société n'a effectué aucune activité de recherche et de développement au cours de l'exercice écoulé.

3.11 COMMUNICATION DES CHARGES ET DÉPENSES « SOMPTUAIRES » (ART. 223 QUATER ET 39-4 DU CGI)

La société n'a supporté aucune dépense ou charge non déductible visée à l'article 39-4 du Code général des impôts.

3.12 ÉVÉNEMENTS IMPORTANTS SURVENUS DEPUIS LA CLÔTURE

Depuis la clôture des comptes, aucun événement significatif susceptible de modifier les états financiers n'est intervenu.

4. L'affectation du résultat

Je souhaite que le comité de surveillance propose à la collectivité des associés d'affecter le résultat net bénéficiaire comme suit :

● Bénéfice de l'exercice	18 165 068,04 €
● Report à nouveau de l'exercice précédent	37 661 953,45 €
TOTAL À AFFECTER	55 827 021,49 €
● Dotation à la réserve légale	0,00 €
● Dividendes	14 537 589,24 €
● Report à nouveau après affectation	41 289 432,25 €
TOTAL	55 827 021,49 €

Soit un dividende de 24,52 € par action.

Au titre de l'exercice 2017, Covéa Finance a distribué un dividende de 11 146 275 €

Au titre de l'exercice 2016, Covéa Finance a distribué un dividende de 15 859 727 €

Au titre de l'exercice 2015, Covéa Finance a distribué un dividende de 17 193 723 €

5. La répartition du capital

Au 31 décembre 2018, le capital de la société est inchangé et s'élève à 7 114 644 euros.

La société est devenue en date du 15 novembre 2018 une société par actions simplifiée unipersonnelle (SASU), Covéa Coopérations étant désormais l'unique actionnaire de Covéa Finance.

6. Le dispositif de contrôle interne et de maîtrise des risques

Chez Covéa Finance, le dispositif de contrôle et de maîtrise des risques est défini et piloté par le comité de direction et s'inscrit dans le quotidien de chaque collaborateur, tout en s'appuyant sur trois niveaux de contrôles et deux axes principaux, à savoir :

- le contrôle des risques de marché, placé sous la responsabilité de Monsieur Franck Ibalot, Directeur, membre du comité de direction ;
- le contrôle interne et la conformité, placés sous la responsabilité de Monsieur Ludovic Jacquier, Directeur, membre du comité de direction et RCCI en charge du contrôle périodique (ou Audit Interne), et assisté de Monsieur Sébastien Desbois, RCCI en charge de la conformité et du contrôle permanent.

Le premier des trois niveaux de contrôle consiste en une surveillance permanente et opérationnelle effectuée dans le cadre du traitement des opérations. Elle porte sur le traitement et la gestion des opérations en cours de journée et sur la bonne fin des opérations et leur correcte intégration dans les systèmes comptables et de synthèses en fin de journée. Ces contrôles de premier niveau sont réalisés par les opérationnels eux-mêmes dans le cadre naturel de leurs activités quotidiennes, aussi bien par le Front-Office que par le Middle-Office, le Back-Office, les autres fonctions support ou les sous-traitants.

À un deuxième niveau, les équipes de contrôle interne permanent comme celles du contrôle des risques ont en charge des contrôles non intégrés aux « processus de production », donc réalisés *a posteriori*, à fréquence périodique ou aléatoire, par une entité non impliquée opérationnellement.

Pour le contrôle interne, ces vérifications sont des contrôles de fond et de forme permettant de valider la conformité du processus et des modalités de traitement relatives à une opération ou à un dossier et d'évaluer les risques opérationnels, chaque contrôle donne lieu à une synthèse et les pièces justificatives sont conservées dans un dossier propre à chaque contrôle. Les équipes de contrôle interne assurent entre autres le contrôle du respect des ratios d'investissement et des limites d'engagements, la traçabilité des opérations, la prévention des risques d'abus de marchés, de fraude ou de conflit d'intérêts et la conformité réglementaire des organisations et opérations. Une synthèse trimestrielle de l'activité du contrôle permanent, incluant le suivi des recommandations émises, est adressée au comité de direction.

De son côté, le Contrôle des Risques évalue les risques de marchés ou les prix des actifs complexes et suit de façon spécifique les différents risques présents dans les portefeuilles et anime régulièrement un comité des risques auquel participent les membres du comité de direction et le contrôle interne. Le contrôle des risques produit régulièrement des stress tests sur les portefeuilles et des indicateurs d'alerte à destination de la direction.

Chacune des deux équipes, dans son périmètre de responsabilité respectif, vérifie la conformité (réglementaire et en termes de prise de risque opérationnel ou financier) des opérations réalisées par la société de gestion de portefeuille, de son organisation et de ses procédures internes aux obligations professionnelles définies par les lois, règlements et règles professionnelles applicables à l'exercice de ses activités ainsi qu'à l'ensemble des décisions prises par ses dirigeants et aux engagements contractuels liés aux activités de gestion pour compte de tiers.

À un troisième niveau, on retrouve différents acteurs :

- la fonction de conformité et contrôle périodique (ou audit interne) évalue l'efficacité du dispositif de contrôle permanent et mène ou délègue des audits demandés par le comité de direction ou des enquêteurs ;
- les dirigeants responsables de la société, membres du comité de direction et salariés de la société, définissent les orientations de gestion de la société. Le comité de direction définit le plan d'action du Responsable de la Conformité et du Responsable du Contrôle Interne et en suit sa réalisation. Il est destinataire des comptes rendus sur les contrôles permanents et périodiques réalisés, de toute alerte concernant des lacunes ou des dysfonctionnements et des rapports annuels sur l'état du dispositif de contrôle et participe au comité des risques piloté par le Contrôle des Risques ;
- le comité de surveillance de Covéa Finance examine l'orientation de la gestion de société, les investissements, les performances, les modifications réglementaires soumises à agrément, les budgets et le dispositif de contrôle interne. À ce titre, il est destinataire du rapport sur l'état du dispositif de contrôle interne produit annuellement par le RCCI ainsi que de tout rapport spécifique demandé par l'AMF ;
- L'Audit Interne Groupe assure au niveau du Groupe la fonction de Contrôle des Contrôles. Il a pour mission de s'assurer que les risques des activités du Groupe sont maîtrisés dans le respect des règles. Il mène des audits annuels sur tout ou partie des activités, donc des risques, de la société.

En 2018, le Contrôle des Risques a poursuivi le renforcement de ses moyens humains et techniques tout en étant détaché des équipes Reporting. Il a animé quatre comités des risques. Il a, entre autres, œuvré sur l'amélioration de sa politique de contrôle des risques, sur l'évolution des processus de validation des modèles de valorisations, élaboré de nouveaux indicateurs d'alerte et renforcé ses reportings.

De leur côté, les RCCI ont réactualisé leurs plans d'action respectifs (audit interne et contrôle interne permanent).

Parallèlement au plan de contrôle permanent, l'équipe en charge de l'audit interne a mené ou coordonné les missions suivantes : audit de la conformité de l'ensemble de nos gestions Actions (Mandat et OPC, Europe et Internationale), audit de la sous-traitance de services, contrôle de la conformité des processus du deuxième de nos dépositaires OPC, audit de la mise en conformité réglementaire et de la fiabilité de nos procédures de prévention des risques de blanchiment, audit du passage d'ordre et de leur bonne exécution sur les marchés.

Toutes ces missions ont permis d'identifier des axes d'amélioration continue dont la mise en œuvre est suivie, tout en émettant des opinions générales d'audit satisfaisant.

La direction de l'Audit Groupe a mené, de son côté, un audit du système d'information dont la production et les salles serveurs ont été récemment transférées chez un prestataire de renom. Cette mission a conclu à une opinion d'audit général perfectible et un plan d'action a été engagé pour corriger les risques identifiés.

De même, aucun dysfonctionnement n'a été relevé lors des différents travaux de surveillance ou de contrôle réalisés par l'AMF en 2018.

7. Les progrès réalisés et les difficultés rencontrées

Soucieuse d'adapter sa gouvernance aux évolutions de son environnement et à son changement de dimension, Covéa Finance a opéré tout au long de l'exercice 2018 des évolutions majeures dans son organisation et sa gouvernance : nouvelle organisation de son comité de surveillance, avec un nouveau président, nouvelle organisation et évolution des missions de sa commission des rémunérations, simplification de son actionnariat, par reclassement intra-groupe des titres et nouvelle organisation du comité de direction de Covéa Finance recentré autour de quatre directeurs et permettant une meilleure séparation des périmètres de responsabilités.

L'ensemble de ces évolutions s'est accompagné de multiples adaptations internes qui ont nécessité la mise à jour de notre programme d'activité et l'adaptation de nos différents comités décisionnaires, de gestion et de contrôle.

En parallèle, Covéa Finance a poursuivi avec un certain succès son plan de communication et de développement commercial initié en 2017 : renforcement des équipes commerciales, développement des actions marketing et organisation de diverses manifestations en France et à l'étranger à destination des réseaux d'assurance vie et des CGP, création de quatre nouveaux OPC à thématique environnementale, création d'un OPC adapté à une reprise d'inflation, création d'un OPC de rupture et obtention d'un label ISR.

Nous avons aussi poursuivi nos investissements pour adapter nos organisations et nos outils à la multiplication des textes réglementaires touchant notre activité comme celle de nos clients, avec l'arrivée de nouvelles exigences à travers des textes européens et nationaux : PRIIPs, MiFID 2, UCITS 5, EMIR, RGPD, Solvabilité 2, Loi Sapin 2, Loi PACTE, évolution du code du travail et des outils de paie, etc. Dans ce contexte, nous avons eu à cœur d'éviter d'en faire porter les coûts par nos clients, par exemple en prenant directement à notre charge les coûts dépositaires et les frais de recherche externe, sans pour autant augmenter nos tarifs maxima. Cette décision stratégique est directement lisible dans l'augmentation de nos charges en 2018.

Dans ce contexte, maintenir des performances honorables sous un contrôle des risques de marchés et un contrôle des risques opérationnels adéquats tout en répondant à de nouvelles réglementations nécessitant l'évolution de nos procédures, de nos organisations et de nos politiques n'a pas été chose simple. Il s'agit d'un enjeu majeur pour nos clients, puis d'un défi réglementaire, et d'un défi informatique et organisationnel ensuite, dont nous avons su franchir les premières étapes et que nous poursuivons en 2019.

Dans ce même esprit, conformément à notre plan 2017-2019, les compétences ont continué d'être renforcées grâce à une politique active de recrutement dans tous les métiers, à une présence accrue sur les réseaux sociaux accompagnée d'une politique de fidélisation, avec la poursuite de nos investissements en termes de formation au sein de notre Université Interne. La transmission du savoir-faire et du « savoir être » est restée au cœur des préoccupations de la direction de Covéa Finance, transmission indispensable pour la pérennité de l'entreprise et des performances. En parallèle, des négociations initiées en 2017 ont été conclues en décembre avec succès et ont permis de simplifier notre convention collective et nos principaux accords d'entreprise pour répondre aux besoins des évolutions futures de la société et aux attentes des collaborateurs.

Dans le domaine informatique, Covéa Finance a finalisé son projet de sécurisation et de transformation de sa production informatique engagé en 2016 avec la mise en place d'un nouveau centre de production confié à un prestataire spécialisé, la mise en place d'un nouveau plan de continuité et de reprise d'activité, dont les volets gestion, communication de crise, continuité informatique et utilisation du nouveau site de repli utilisateurs ont pu être testés avec succès. Le plan de développement informatique a pu se poursuivre avec, entre autres, la livraison de nouveaux outils de reportings, l'internalisation d'une nouvelle version des outils comptables, la modernisation et sécurisation des outils du Back-Office et la poursuite des travaux liés au projet d'adaptation à la digitalisation de son environnement.

Par ailleurs, les travaux initiés en 2017 afin de rationaliser les flux et les coûts des données et indices de marchés ont commencé à être visibles dans les comptes de cet exercice 2018, avec une baisse de cette charge malgré la hausse des tarifs des fournisseurs. Ces travaux se poursuivront en 2019.

Pour terminer, les équipes du Back-Office assurant la gestion administrative et la comptabilité des mandats de gestion ont poursuivi leurs efforts y compris personnels afin de pouvoir répondre aux attentes des mandants dans leurs besoins de réduction toujours croissants de délais de clôture comptable et d'enrichissement de données de reporting réglementaire (Solvabilité 2).

8. Évolution prévisible

L'année 2019 s'annonce comme une année très difficile sur le plan économique et financier mondial dans un contexte de remise en cause des calendriers réglementaires européens et des frontières.

L'année 2018 a confirmé la constitution d'un monde tripolaire (États-Unis, Russie et Chine) dans lequel l'Europe devra trouver sa place, alors qu'elle est dénuée d'atouts politiques et économiques et que son système financier est dans une situation de grande fragilité, avec des missions contestées par les citoyens.

Quant aux pays émergents, le brutal retour à la réalité économique et sociale met un terme à la spéculation financière.

Pour la transition énergétique, indispensable à la préservation de notre environnement, elle peine, partout dans le monde, à trouver un modèle économique rentable et durable sans casse sociale.

Dans ce monde bouleversé, l'économie américaine est la seule ayant les atouts pour s'en sortir : quasi-indépendance énergétique, cohérence de ses politiques économiques et monétaires, compétitivité fiscale, croissance des emplois à valeur ajoutée.

Compte tenu de ce contexte, les marchés boursiers devraient être chahutés toute l'année et les taux d'intérêt devraient rester bas.

À long terme, nous continuons à considérer que le monde vit une époque charnière :

- avec une normalisation du statut des pays émergents ;
- une diffusion des bouleversements technologiques et numériques qui remettent en cause les schémas traditionnels de consommation, de distribution et de services mais aussi les modes de production ;
- une transition économique avec, soit un retour aux valeurs économiques fondamentales soit un changement de modèle plus incertain basé sur la transition énergétique et la priorité donnée à la sauvegarde de la planète.

Si l'on croit à cette analyse, les actions doivent conserver une place de choix dans les portefeuilles, le choix de titre redevient fondamental et requiert la mobilisation d'une vaste palette d'expertises (financières et extra-financières) que nous mettons en œuvre chez Covéa Finance.

Ce contexte sera aussi une opportunité pour poursuivre la modernisation de notre gamme d'OPC en lançant la promotion de deux de nos OPC ayant le label ISR (Investissement Socialement Responsable) en début d'année 2019 et en continuant la promotion de nos six OPC répondant aux préoccupations actuelles des investisseurs créés en 2018.

Par ailleurs, l'exercice 2019 voit l'entrée en application d'un nouveau lot de textes réglementaires (PRIIPs, Régulation des Indices, Fonds Monétaires, etc.) pour lesquels nous nous sommes préparés. Nos choix stratégiques et organisationnels seront alors challengés avec les choix de la concurrence, concurrence non seulement européenne mais aussi mondiale. Maintenir des performances honorables sous un contrôle des risques adéquat tout en répondant à ces évolutions et en maîtrisant les coûts reste un défi que nous avons déjà identifié dans nos objectifs triennaux 2017-2019.

Dans ces perspectives, nous continuons en 2019 à décliner en projets nos deux objectifs triennaux 2017-2019 sur les prochaines années :

- être moteur d'une croissance durable ;
- capitaliser sur le collectif.

En 2019, Covéa Finance finalisera ses grands projets transverses obtenus en déclinaison des objectifs triennaux, grâce à la volonté et la mobilisation de l'ensemble des collaborateurs, animés par une culture collective et un état d'esprit collégial.

En ce sens, Covéa Finance va poursuivre le déploiement de son activité commerciale en France et à l'étranger, tout en maîtrisant ses équilibres financiers.

Forte de sa nouvelle organisation mise en place fin 2018, la société continue aussi à contribuer aux enjeux sociétaux de notre monde, en phase avec ses principes fondateurs, grâce à ses analyses financières et extra-financières et à sa recherche indépendante. Nous finalisons aussi l'adaptation de la gestion à un univers d'investissement élargi, en révisant la construction des portefeuilles et en modernisant la maîtrise des risques.

L'exercice 2019 marquant le dernier jalon de nos objectifs triennaux 2017-2019, et confiants dans l'état d'avancement des différents chantiers initiés fin 2016, nous travaillons déjà à la définition des nouveaux enjeux stratégiques de Covéa Finance, en collaboration avec nos directeurs et responsables.

9. Honoraires des commissaires aux comptes

Au titre de l'exercice 2018, le montant des honoraires des deux commissaires aux comptes comptabilisé au titre de la certification des comptes s'élève à 87 k€.

Pour faire suite à l'évolution de notre système d'information et à ses impacts sur les outils comptables de la société, les commissaires aux comptes ont réalisé une mission spécifique sur l'audit de la conformité et de l'intégrité de nos outils comptables, en complément de celle réalisée par l'Audit Groupe.

Rapport 2018 relatif à la politique de rémunération de Covéa Finance

Covéa Finance, en tant que gestionnaire, attache une importance particulière au respect de l'ensemble des dispositions en matière de rémunération mentionnées dans la directive 2011/61/UE du Parlement européen et du Conseil du 8 juin 2011 sur les gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs (ci-après la « Directive AIFM ») et dans la directive 2014/91/UE du 23 juillet 2014 sur les gestionnaires d'OPCVM (ci-après désignée la « Directive OPCVM V »). Ces règles, portant sur les structures, les pratiques et la politique de rémunération du gestionnaire ont notamment pour but de contribuer à renforcer la gestion saine, efficace et maîtrisée des risques pesant tant sur la société de gestion que sur le fonds.

1. Montant des rémunérations versées par le gestionnaire à son personnel

Au cours de l'exercice 2018, le montant total des rémunérations annoncées par Covéa Finance à l'ensemble de son personnel (168 personnes au 31 décembre 2018) s'est élevé à 11 693 350,87 euros. Ce montant se décompose comme suit :

- 10 088 701,66 euros soit 86,2% du total des rémunérations versées par la société à l'ensemble de son personnel, l'ont été sous la forme de rémunérations fixes ; et
- 1 604 649,21 euros, soit 13,8% du total des rémunérations versées par le gestionnaire à l'ensemble de son personnel, l'ont été sous la forme de rémunérations variables totales. Le versement de rémunérations variables a concerné pour l'exercice 2018, 93 personnes. Un collaborateur a été concerné par un différé de rémunération variable sur trois ans.

Sur le total des rémunérations annoncées par le gestionnaire au titre de l'exercice, 5 463 178,51 euros concernaient les cadres salariés de Covéa Finance dont les activités ont une incidence significative sur le profil de risque des fonds, tel que défini dans notre politique de rémunération 2018.

2. Montant des rémunérations versées par le fonds au personnel du gestionnaire

Covéa Finance ne pratique pas d'intéressement aux plus-values réalisées (ou *carried interest*) et aucune rémunération (fixe ou variable) à destination des gérants n'est versée par les fonds.

3. Incidences de la politique et des pratiques de rémunération sur le profil de risque du fonds et sur la gestion des conflits d'intérêts

En février 2017, Covéa Finance a mis en conformité avec la Directive 2014/91/UE du 23 juillet 2014 (directive OPCVM 5) sa politique de rémunération existante, revu le règlement intérieur de sa Commission de Rémunération et a mis en œuvre des pratiques de rémunération conformes aux dernières évolutions législatives, réglementaires et doctrinales issues des autorités de régulation tout en procédant à un travail d'identification des collaborateurs de son personnel impactés par les nouvelles dispositions en matière de rémunération issues de la Directive AIFM et de la Directive OPCVM 5 et de ses textes de transposition (ci-après la « Population Identifiée »). Il s'agit des collaborateurs respectant les deux conditions cumulatives suivantes :

- appartenant à une catégorie de personnel bénéficiant d'une rémunération variable et susceptible d'avoir un impact sur le profil de risque du gestionnaire ou du fonds géré et ;
- ayant une rémunération variable supérieure à 200 000 € traduisant le niveau de responsabilité sur le profil de risque.

Lorsque la rémunération de la Population Identifiée varie en fonction des performances, son montant total, qui est plafonné à un niveau inférieur à sa rémunération fixe, est établi par le gestionnaire en combinant l'évaluation des performances du collaborateur concerné, de l'unité opérationnelle à laquelle il appartient et/ou du panier de portefeuille (OPC, FIA et Mandat) avec celles des résultats d'ensemble du gestionnaire. Cette évaluation des performances individuelles prend en compte aussi bien des critères financiers que non financiers.

L'ensemble des principes sont décrits dans la politique de rémunération de Covéa Finance, disponible sur son site internet.

4. Gouvernance et contrôle de la politique de rémunération

La politique de rémunération est revue annuellement par la Commission de Rémunération définie par les statuts de Covéa Finance, composée de :

- un représentant du comité de surveillance de Covéa Finance SASU ;
- deux représentants du groupe Covéa, indépendants de Covéa Finance SASU, dont au moins un d'entre eux participe au comité des rémunérations du groupe Covéa, et ;
- la Présidente de Covéa Finance SASU.

Conformément à la réglementation, la majorité des membres de la Commission de Rémunération n'exerce pas de fonctions exécutives au sein de Covéa Finance et n'en est pas salariée.

Compte rendu relatif aux frais d'intermédiation et à la politique d'exécution

Exercice 2018

Conformément aux dispositions du Règlement général de l'Autorité des marchés financiers en vigueur au moment de la clôture, Covéa Finance rend compte des frais d'intermédiation versés au cours de l'exercice 2018 qui ont représenté un montant total supérieur à 500 000 €.

Les frais d'intermédiation sont les frais, toutes taxes comprises, perçus directement ou indirectement par les prestataires de services d'investissement qui fournissent aux équipes de Covéa Finance :

- les frais liés aux services d'exécution d'ordres ;
- les frais liés aux services d'aide à la décision d'investissement sont pris en charge par Covéa Finance sur ses propres ressources. Cette décision s'applique aussi bien à la gestion individuelle sous mandat qu'à la gestion collective.

Le choix des intermédiaires pour le service d'exécution des ordres sur les marchés organisés ou de gré à gré est fait parmi des intermédiaires préalablement référencés par un comité de référencement. Une fois référencés, ces intermédiaires sont revus par un comité *ad hoc* composé des directeurs de Gestion, des responsables d'équipe de Gestion, du pôle Juridique, du service Middle-Office et du service Contrôle Interne. Ce comité examine une fois par an la notation établie de manière objective des prestataires de services d'exécution sur la qualité de l'exécution, tout en sanctionnant la qualité du règlement-livraison. L'organisation des comités entre dans le cadre de la procédure de sélection des intermédiaires.

Pour les marchés actions, ETF et « programme trading » inclus, les frais d'intermédiation relatifs aux services d'exécution des ordres sont inclus dans le courtage alloué à chaque intermédiaire de la liste. Les frais d'intermédiation relatifs au service d'exécution des ordres ont représenté au cours de l'exercice 2018 un montant de 4 968 030 euros.

La procédure de sélection des intermédiaires a également pour objectifs de prévenir et gérer les potentiels conflits d'intérêts. À ce titre, Covéa Finance fait appliquer, pour les frais d'intermédiation, un barème unique par classe d'actifs et zone géographique, indépendamment des volumes traités.

Nos politiques d'exécution et de sélection des prestataires de services d'investissement sont disponibles sur notre site internet dans la rubrique « Publications », « Nos Politiques », ou sur simple demande.

Dans le cadre de notre activité, notre politique de sélection d'intermédiaires sera amenée à évoluer.

Rapport sur les 5 premières entreprises d'investissement

1. Cadre réglementaire et périmètre du rapport annuel

• Ce rapport se conforme aux exigences du règlement délégué (UE) 2017/576 de la Commission du 8 juin 2016 (RTS 28), complétant la directive 2014/65/UE du Parlement européen et du Conseil (article 27, paragraphe 10, point b) par les normes techniques de réglementation concernant la publication annuelle par les entreprises d'investissement d'informations sur l'identité des plates-formes d'exécution et la qualité d'exécution.

• Covéa Finance, en tant que société de gestion de portefeuille du groupe Covéa, exerce le service de gestion pour le compte de tiers, et publie ce présent rapport annuel relatif aux cinq premières entreprises d'investissement pour l'année 2018 avec les données consolidées sur l'ensemble de ses portefeuilles (Mandats et OPC).

• En application de l'article 65 du règlement délégué (UE) 2017/565 de la Commission du 25 avril 2016, il est demandé à Covéa Finance, en tant que société de gestion de portefeuille, de préciser :

- les cinq premières entreprises d'investissement (ci-après « intermédiaires ») en termes de volume de négociation pour chaque catégorie d'instruments financiers sur lesquelles Covéa Finance a transmis des ordres au nom et pour le compte de ses clients issus de ses propres décisions d'investissement au cours de l'année 2018 ;

- des informations synthétiques sur la qualité d'exécution obtenue de la part des intermédiaires de marché ayant exécuté les ordres transmis par Covéa Finance pour chaque catégorie d'instruments financiers au cours de l'année 2018.

2. Évaluation quantitative et qualitative par catégorie d'instruments (RTS 28, art. 3 et art. 3-3 (a))

ACTIONS ET INSTRUMENTS ASSIMILÉS

CATÉGORIE D'INSTRUMENTS	ACTIONS ET INSTRUMENTS ASSIMILÉS				
	NON				
INDIQUER SI < 1 ORDRE EXÉCUTÉ EN MOYENNE PAR JOUR OUVRABLE DE L'ANNÉE PRÉCÉDENTE	PROPORTION DU VOLUME D'ORDRES EXÉCUTÉS EN POURCENTAGE DU VOLUME TOTAL DANS CETTE CATÉGORIE (%)	PROPORTION DU NOMBRE D'ORDRES EXÉCUTÉS EN POURCENTAGE DU NOMBRE TOTAL DANS CETTE CATÉGORIE (%)	POURCENTAGE D'ORDRES PASSIFS (%)	POURCENTAGE D'ORDRES AGRESSIFS (%)	POURCENTAGE D'ORDRES DIRIGÉS (%)
GOLDMAN SACHS	22,3	21,96	N/A	N/A	N/A
ITG	20,81	16,01	N/A	N/A	N/A
UBS	17,38	19,61	N/A	N/A	N/A
SOCIÉTÉ GÉNÉRALE	8,49	9,32	N/A	N/A	N/A
HSBC PLC	3,63	5,82	N/A	N/A	N/A

Covéa Finance transmet électroniquement les ordres aux intermédiaires sélectionnés conformément à la politique de meilleure sélection et de meilleure exécution. Les ordres des clients peuvent être exécutés sur différents lieux d'exécution en fonction des critères énumérés ci-après.

Les critères d'analyse des exécutions retenus pour cette classe d'actifs sont :

- prix;
- accès à la liquidité;
- rapidité;
- coût en fonction du type d'ordre.

À ces critères, s'ajoutent les caractéristiques suivantes ayant pu déterminer ce classement :

- exécution de blocs d'actions;
- recours à des algorithmes fournis par des tiers;
- recours à des services de *Program Trading*.

INSTRUMENTS DE DETTE (OBLIGATION, INSTRUMENTS DU MARCHÉ MONÉTAIRE)

CATÉGORIE D'INSTRUMENTS	INSTRUMENTS DE DETTE : OBLIGATION				
INDIQUER SI < 1 ORDRE EXÉCUTÉ EN MOYENNE PAR JOUR OUVRABLE DE L'ANNÉE PRÉCÉDENTE	NON				
CINQ PREMIÈRES ENTREPRISES D'INVESTISSEMENT CLASSÉES PAR VOLUMES DE NÉGOCIATION	PROPORTION DU VOLUME D'ORDRES EXÉCUTÉS EN POURCENTAGE DU VOLUME TOTAL DANS CETTE CATÉGORIE (%)	PROPORTION DU NOMBRE D'ORDRES EXÉCUTÉS EN POURCENTAGE DU NOMBRE TOTAL DANS CETTE CATÉGORIE (%)	POURCENTAGE D'ORDRES PASSIFS (%)	POURCENTAGE D'ORDRES AGRESSIFS (%)	POURCENTAGE D'ORDRES DIRIGÉS (%)
SOCIÉTÉ GÉNÉRALE	22,15	10,96	N/A	N/A	N/A
HSBC PLC	11,87	8,35	N/A	N/A	N/A
BNP PARIBAS	9,62	6,16	N/A	N/A	N/A
JP MORGAN	8,73	8,77	N/A	N/A	N/A
NATWEST MARKETS	8,24	6,47	N/A	N/A	N/A

Covéa Finance transmet électroniquement ou à la voix les ordres au marché par mise en concurrence de plusieurs intermédiaires autorisés.

Les critères d'analyse des exécutions retenus pour cette classe d'actifs sont :

- prix;
- accès à la liquidité;
- rapidité;
- probabilité de règlement.

Les intermédiaires de marché ont été utilisés pour l'exécution de l'ensemble des produits de taux obligataire sur de la dette d'État et privée. Ces derniers ont apporté de la liquidité lors de nos mises en concurrence sur les ordres les plus importants.

CATÉGORIE D'INSTRUMENTS	INSTRUMENTS DE DETTE : INSTRUMENTS DU MARCHÉ MONÉTAIRE				
INDIQUER SI < 1 ORDRE EXÉCUTÉ EN MOYENNE PAR JOUR OUVRABLE DE L'ANNÉE PRÉCÉDENTE	NON				
CINQ PREMIÈRES ENTREPRISES D'INVESTISSEMENT CLASSÉES PAR VOLUMES DE NÉGOCIATION	PROPORTION DU VOLUME D'ORDRES EXÉCUTÉS EN POURCENTAGE DU VOLUME TOTAL DANS CETTE CATÉGORIE (%)	PROPORTION DU NOMBRE D'ORDRES EXÉCUTÉS EN POURCENTAGE DU NOMBRE TOTAL DANS CETTE CATÉGORIE (%)	POURCENTAGE D'ORDRES PASSIFS (%)	POURCENTAGE D'ORDRES AGRESSIFS (%)	POURCENTAGE D'ORDRES DIRIGÉS (%)
BRED	35,12	34,01	N/A	N/A	N/A
CACIB	15,05	14,23	N/A	N/A	N/A
CIC-BFCM	10	11,46	N/A	N/A	N/A
BNP PARIBAS	9,61	9,24	N/A	N/A	N/A
SOCIÉTÉ GÉNÉRALE	8,36	7,76	N/A	N/A	N/A

Covéa Finance transmet à la voix les ordres aux intermédiaires sélectionnés, conformément à la politique de meilleure sélection et de meilleure exécution.

Les critères d'analyse des exécutions retenus pour cette classe d'actifs sont :

- prix;
- accès à la liquidité.

DÉRIVÉS SUR TAUX D'INTÉRÊT

CATÉGORIE D'INSTRUMENTS	DÉRIVÉS SUR TAUX D'INTÉRÊT : FUTURES ET OPTIONS ADMIS SUR UNE PLATE-FORME DE NÉGOCIATION				
INDIQUER SI < 1 ORDRE EXÉCUTÉ EN MOYENNE PAR JOUR OUVRABLE DE L'ANNÉE PRÉCÉDENTE	OUI				
CINQ PREMIÈRES ENTREPRISES D'INVESTISSEMENT CLASSÉES PAR VOLUMES DE NÉGOCIATION	PROPORTION DU VOLUME D'ORDRES EXÉCUTÉS EN POURCENTAGE DU VOLUME TOTAL DANS CETTE CATÉGORIE (%)	PROPORTION DU NOMBRE D'ORDRES EXÉCUTÉS EN POURCENTAGE DU NOMBRE TOTAL DANS CETTE CATÉGORIE (%)	POURCENTAGE D'ORDRES PASSIFS (%)	POURCENTAGE D'ORDRES AGRESSIFS (%)	POURCENTAGE D'ORDRES DIRIGÉS (%)
UBS	67,33	50	N/A	N/A	N/A
GOLDMAN SACHS	32,67	50	N/A	N/A	N/A

Covéa Finance transmet électroniquement les ordres aux intermédiaires sélectionnés, conformément à la politique de meilleure sélection et de meilleure exécution.

Les critères d'analyse des exécutions retenus pour cette classe d'actifs sont :

- prix;
- accès à la liquidité;
- rapidité;
- coût en fonction du type d'ordre.

DÉRIVÉS SUR DEVISES

CATÉGORIE D'INSTRUMENTS	DÉRIVÉS SUR DEVISES : FUTURES ET OPTIONS ADMIS SUR UNE PLATE-FORME DE NÉGOCIATION				
INDIQUER SI < 1 ORDRE EXÉCUTÉ EN MOYENNE PAR JOUR OUVRABLE DE L'ANNÉE PRÉCÉDENTE	OUI				
CINQ PREMIÈRES ENTREPRISES D'INVESTISSEMENT CLASSÉES PAR VOLUMES DE NÉGOCIATION	PROPORTION DU VOLUME D'ORDRES EXÉCUTÉS EN POURCENTAGE DU VOLUME TOTAL DANS CETTE CATÉGORIE (%)	PROPORTION DU NOMBRE D'ORDRES EXÉCUTÉS EN POURCENTAGE DU NOMBRE TOTAL DANS CETTE CATÉGORIE (%)	POURCENTAGE D'ORDRES PASSIFS (%)	POURCENTAGE D'ORDRES AGRESSIFS (%)	POURCENTAGE D'ORDRES DIRIGÉS (%)
GOLDMAN SACHS	81,28	62,5	N/A	N/A	N/A
UBS	18,72	37,5	N/A	N/A	N/A

Covéa Finance transmet électroniquement les ordres aux intermédiaires sélectionnés, conformément à la politique de meilleure sélection et de meilleure exécution.

Les critères d'analyse des exécutions retenus pour cette classe d'actifs sont :

- prix;
- accès à la liquidité;
- rapidité;
- coût en fonction du type d'ordre.

CATÉGORIE D'INSTRUMENTS	DÉRIVÉS SUR DEVICES : SWAPS, FORWARDS ET AUTRES DÉRIVÉS SUR DEVICES NÉGOCIÉS DE GRÉ À GRÉ				
INDIQUER SI < 1 ORDRE EXÉCUTÉ EN MOYENNE PAR JOUR OUVRABLE DE L'ANNÉE PRÉCÉDENTE	OUI				
CINQ PREMIÈRES ENTREPRISES D'INVESTISSEMENT CLASSÉES PAR VOLUMES DE NÉGOCIATION	PROPORTION DU VOLUME D'ORDRES EXÉCUTÉS EN POURCENTAGE DU VOLUME TOTAL DANS CETTE CATÉGORIE (%)	PROPORTION DU NOMBRE D'ORDRES EXÉCUTÉS EN POURCENTAGE DU NOMBRE TOTAL DANS CETTE CATÉGORIE (%)	POURCENTAGE D'ORDRES PASSIFS (%)	POURCENTAGE D'ORDRES AGRESSIFS (%)	POURCENTAGE D'ORDRES DIRIGÉS (%)
CACIB	46,39	53,13	N/A	N/A	N/A
SOCIÉTÉ GÉNÉRALE	43,48	40,63	N/A	N/A	N/A
HSBC PLC	5,79	3,13	N/A	N/A	N/A
NATIXIS	4,35	3,13	N/A	N/A	N/A

Covéa Finance transmet électroniquement les ordres à ses intermédiaires par mise en concurrence conformément à la politique de meilleure sélection et de meilleure exécution.

Les critères d'analyse des exécutions retenus pour cette classe d'actifs sont :

- prix ;
- accès à la liquidité ;
- rapidité.

INSTRUMENTS FINANCIERS STRUCTURÉS

CATÉGORIE D'INSTRUMENTS	INSTRUMENTS FINANCIERS STRUCTURÉS				
INDIQUER SI < 1 ORDRE EXÉCUTÉ EN MOYENNE PAR JOUR OUVRABLE DE L'ANNÉE PRÉCÉDENTE	OUI				
CINQ PREMIÈRES ENTREPRISES D'INVESTISSEMENT CLASSÉES PAR VOLUMES DE NÉGOCIATION	PROPORTION DU VOLUME D'ORDRES EXÉCUTÉS EN POURCENTAGE DU VOLUME TOTAL DANS CETTE CATÉGORIE (%)	PROPORTION DU NOMBRE D'ORDRES EXÉCUTÉS EN POURCENTAGE DU NOMBRE TOTAL DANS CETTE CATÉGORIE (%)	POURCENTAGE D'ORDRES PASSIFS (%)	POURCENTAGE D'ORDRES AGRESSIFS (%)	POURCENTAGE D'ORDRES DIRIGÉS (%)
BNP PARIBAS	100	100	N/A	N/A	N/A

Lorsque Covéa Finance est à l'initiative d'un instrument de type produit structuré, un appel d'offres est effectué auprès d'une sélection d'intermédiaires de marché.

Si le produit est à l'initiative d'un intermédiaire de marché, Covéa Finance transmet à la voix l'ordre à son intermédiaire de marché qui a été choisi en amont. Conformément à notre procédure interne, le produit fait l'objet d'une valorisation et d'une contre-valorisation par Covéa Finance.

DÉRIVÉS SUR ACTIONS

CATÉGORIE D'INSTRUMENTS	DÉRIVÉS SUR ACTIONS : FUTURES ET OPTIONS ADMIS SUR UNE PLATE-FORME DE NÉGOCIATION				
INDIQUER SI < 1 ORDRE EXÉCUTÉ EN MOYENNE PAR JOUR OUVRABLE DE L'ANNÉE PRÉCÉDENTE	NON				
CINQ PREMIÈRES ENTREPRISES D'INVESTISSEMENT CLASSÉES PAR VOLUMES DE NÉGOCIATION	PROPORTION DU VOLUME D'ORDRES EXÉCUTÉS EN POURCENTAGE DU VOLUME TOTAL DANS CETTE CATÉGORIE (%)	PROPORTION DU NOMBRE D'ORDRES EXÉCUTÉS EN POURCENTAGE DU NOMBRE TOTAL DANS CETTE CATÉGORIE (%)	POURCENTAGE D'ORDRES PASSIFS (%)	POURCENTAGE D'ORDRES AGRESSIFS (%)	POURCENTAGE D'ORDRES DIRIGÉS (%)
GOLDMAN SACHS	65,22	48,54	N/A	N/A	N/A
UBS	34,78	51,46	N/A	N/A	N/A

Covéa Finance transmet électroniquement les ordres aux intermédiaires sélectionnés, conformément à la politique de meilleure sélection et de meilleure exécution.

Les critères d'analyse des exécutions retenus pour cette classe d'actifs sont :

- prix ;
- accès à la liquidité ;
- rapidité ;
- coût en fonction du type d'ordre.

DÉRIVÉS SUR MATIÈRES PREMIÈRES ET SUR QUOTAS D'ÉMISSION

CATÉGORIE D'INSTRUMENTS	FUTURES ET OPTIONS ADMIS SUR UNE PLATE-FORME DE NÉGOCIATION				
INDIQUER SI < 1 ORDRE EXÉCUTÉ EN MOYENNE PAR JOUR OUVRABLE DE L'ANNÉE PRÉCÉDENTE	OUI				
CINQ PREMIÈRES ENTREPRISES D'INVESTISSEMENT CLASSÉES PAR VOLUMES DE NÉGOCIATION	PROPORTION DU VOLUME D'ORDRES EXÉCUTÉS EN POURCENTAGE DU VOLUME TOTAL DANS CETTE CATÉGORIE (%)	PROPORTION DU NOMBRE D'ORDRES EXÉCUTÉS EN POURCENTAGE DU NOMBRE TOTAL DANS CETTE CATÉGORIE (%)	POURCENTAGE D'ORDRES PASSIFS (%)	POURCENTAGE D'ORDRES AGRESSIFS (%)	POURCENTAGE D'ORDRES DIRIGÉS (%)
GOLDMAN SACHS	69,49	66,13	N/A	N/A	N/A
UBS	30,51	33,87	N/A	N/A	N/A

Covéa Finance transmet électroniquement les ordres aux intermédiaires sélectionnés, conformément à la politique de meilleure sélection et de meilleure exécution.

Les critères d'analyse des exécutions retenus pour cette classe d'actifs sont :

- prix ;
- accès à la liquidité ;
- rapidité ;
- coût en fonction du type d'ordre.

PRODUITS INDICIELS COTÉS (ETP)

CATÉGORIE D'INSTRUMENTS	FONDS INDICIELS COTÉS (ETF)				
INDIQUER SI < 1 ORDRE EXÉCUTÉ EN MOYENNE PAR JOUR OUVRABLE DE L'ANNÉE PRÉCÉDENTE	OUI				
CINQ PREMIÈRES ENTREPRISES D'INVESTISSEMENT CLASSÉES PAR VOLUMES DE NÉGOCIATION	PROPORTION DU VOLUME D'ORDRES EXÉCUTÉS EN POURCENTAGE DU VOLUME TOTAL DANS CETTE CATÉGORIE (%)	PROPORTION DU NOMBRE D'ORDRES EXÉCUTÉS EN POURCENTAGE DU NOMBRE TOTAL DANS CETTE CATÉGORIE (%)	POURCENTAGE D'ORDRES PASSIFS (%)	POURCENTAGE D'ORDRES AGRESSIFS (%)	POURCENTAGE D'ORDRES DIRIGÉS (%)
SOCIÉTÉ GÉNÉRALE	33,93	29,08	N/A	N/A	N/A
DEUTSCHE BANK	22,9	20,57	N/A	N/A	N/A
HSBC PLC	20,92	27,66	N/A	N/A	N/A
GOLDMAN SACHS	12,93	15,6	N/A	N/A	N/A
EXANE	3,85	2,84	N/A	N/A	N/A

Covéa Finance transmet électroniquement les ordres, soit au marché par un intermédiaire sélectionné pour exécution, soit par mise en concurrence de plusieurs contreparties autorisées.

Les critères d'analyse des exécutions retenus pour cette classe d'actifs sont :

- prix;
- accès à la liquidité;
- rapidité;
- coût en fonction du type d'ordre (NAV : valeur de l'actif net);
- probabilité de règlement.

AUTRES INSTRUMENTS : FX SPOT

CATÉGORIE D'INSTRUMENTS	AUTRES INSTRUMENTS : FX SPOT				
INDIQUER SI < 1 ORDRE EXÉCUTÉ EN MOYENNE PAR JOUR OUVRABLE DE L'ANNÉE PRÉCÉDENTE	NON				
CINQ PREMIÈRES ENTREPRISES D'INVESTISSEMENT CLASSÉES PAR VOLUMES DE NÉGOCIATION	PROPORTION DU VOLUME D'ORDRES EXÉCUTÉS EN POURCENTAGE DU VOLUME TOTAL DANS CETTE CATÉGORIE (%)	PROPORTION DU NOMBRE D'ORDRES EXÉCUTÉS EN POURCENTAGE DU NOMBRE TOTAL DANS CETTE CATÉGORIE (%)	POURCENTAGE D'ORDRES PASSIFS (%)	POURCENTAGE D'ORDRES AGRESSIFS (%)	POURCENTAGE D'ORDRES DIRIGÉS (%)
CACIB	35,43	22,66	N/A	N/A	N/A
NATIXIS	16,1	6,28	N/A	N/A	N/A
SOCIÉTÉ GÉNÉRALE	15,86	25,88	N/A	N/A	N/A
GOLDMAN SACHS	10,43	9,95	N/A	N/A	N/A
JP MORGAN	7,2	12,71	N/A	N/A	N/A

Covéa Finance transmet électroniquement les ordres aux intermédiaires par mise en concurrence conformément à la politique de meilleure sélection et de meilleure exécution.

Les critères d'analyse des exécutions retenus pour cette classe d'actifs sont :

- prix;
- accès à la liquidité;
- rapidité.

CONVERTIBLES

CATÉGORIE D'INSTRUMENTS	OBLIGATIONS CONVERTIBLES				
INDIQUER SI < 1 ORDRE EXÉCUTÉ EN MOYENNE PAR JOUR OUVRABLE DE L'ANNÉE PRÉCÉDENTE	OUI				
CINQ PREMIÈRES ENTREPRISES D'INVESTISSEMENT CLASSÉES PAR VOLUMES DE NÉGOCIATION	PROPORTION DU VOLUME D'ORDRES EXÉCUTÉS EN POURCENTAGE DU VOLUME TOTAL DANS CETTE CATÉGORIE (%)	PROPORTION DU NOMBRE D'ORDRES EXÉCUTÉS EN POURCENTAGE DU NOMBRE TOTAL DANS CETTE CATÉGORIE (%)	POURCENTAGE D'ORDRES PASSIFS (%)	POURCENTAGE D'ORDRES AGRESSIFS (%)	POURCENTAGE D'ORDRES DIRIGÉS (%)
UNICREDIT	35,42	38,04	N/A	N/A	N/A
BARCLAYS	12,66	11,96	N/A	N/A	N/A
JP MORGAN	11,58	10,87	N/A	N/A	N/A
EXANE	8,78	9,78	N/A	N/A	N/A
BNP PARIBAS	6,59	6,52	N/A	N/A	N/A

Covéa Finance transmet électroniquement les ordres aux intermédiaires par mise en concurrence conformément à la politique de meilleure sélection et de meilleure exécution.

Les critères d'analyse des exécutions retenus pour cette classe d'actifs sont :

- prix;
- accès à la liquidité;
- probabilité de règlement.

3. Informations générales sur la qualité d'exécution obtenue au cours de l'année 2018 (RTS 28, art. 3-3 b-h)

(a) Pour agir au mieux des intérêts de ses clients lors de l'exécution d'un ordre par un intermédiaire de marché, Covéa Finance a mis en place une politique de meilleure sélection et de meilleure exécution disponible sur son site internet.

Les intermédiaires de marché sont sélectionnés par un Comité de sélection des intermédiaires d'exécution, et, intégrés par décision d'un Comité de référencement selon des critères d'intégration définis dans la politique de meilleure sélection et de meilleure exécution.

Covéa Finance s'attache à mettre en œuvre toutes les mesures suffisantes lors de l'exécution d'un ordre par un intermédiaire de marché, pour obtenir le meilleur résultat possible en tenant compte des critères qualitatifs suivants : prix, coût, rapidité, probabilité d'exécution et de règlement, taille des ordres, nature des ordres.

Les facteurs qui influencent le choix d'un lieu d'exécution pour l'exécution d'un ordre sont : le prix, le besoin d'une exécution dans les meilleurs délais, la liquidité du marché, la taille et la nature de l'ordre et le fait que le client ait ou non consenti à une exécution hors marché.

(b) Description des éventuels liens étroits, conflits d'intérêts et participations communes avec un ou plusieurs des intermédiaires d'exécution utilisés pour exécuter les ordres :

Covéa Finance n'a aucun lien étroit, ni aucune participation d'un ou plusieurs intermédiaires utilisés pour la transmission des ordres. Aucune situation de conflits d'intérêts n'a été détectée.

(c) Description de tout accord particulier conclu avec des intermédiaires d'exécution concernant les paiements effectués ou reçus, les rabais, remises ou avantages non monétaires obtenus

Covéa Finance n'a signé aucun accord particulier avec des intermédiaires sélectionnés pour la transmission des ordres ou des plates-formes d'exécution concernant des avantages particuliers (remises ou avantages non monétaires obtenus).

(d) Explication des facteurs ayant conduit à modifier la liste des lieux d'exécution mentionnée dans la politique d'exécution

La modification de la liste des lieux d'exécution mentionnée dans la politique de meilleure exécution et de sélection résulte :

- du changement de statut en internalisateur systématique « SI » des BCN (*Broker Crossing Network*) par les intermédiaires suite aux évolutions réglementaires ;
- de l'apparition de nouveaux lieux d'exécution avec l'entrée en vigueur de MIF 2 comme les « Enchères Périodiques » ou les « SI ELP (*Electronic Liquidity Provider*) ».

(e) Explication de la manière dont l'exécution des ordres varie selon la catégorie de clients

Covéa Finance traite de la même manière tous les ordres, qu'ils émanent de clients professionnels ou non professionnels.

(f) Indication du fait que d'autres critères ont été ou non privilégiés, par rapport au prix et aux coûts immédiats lors de l'exécution des ordres des clients de détail et une explication de la manière dont ces autres critères ont été déterminants pour atteindre le meilleur résultat possible en termes de coût total pour le client

Non applicable.

(g) Explication de la manière dont l'entreprise d'investissement a utilisé des données ou des outils en rapport avec la qualité d'exécution, notamment des données publiées en vertu des RTS 27

Covéa Finance effectue un suivi de la qualité d'exécution lorsqu'elle transmet des ordres à des intermédiaires d'exécution. À ce titre, elle utilise des outils mis à disposition par les plates-formes de négociation (ex. : Analyse pré-*trade*, modèle d'impact marché, outils d'analyse en temps réel sur la liquidité) pour suivre les données liées aux coûts et lieux d'exécution.

(h) Une explication de la manière dont l'entreprise d'investissement a utilisé des éléments provenant d'un fournisseur de système consolidé de publication

Covéa Finance n'a pas utilisé des éléments provenant d'un fournisseur de système consolidé de publication (CTP) au cours de l'année 2018.

Rapport sur l'exercice du droit de vote

Exercice 2018

En application des dispositions prévues par l'article L.533-22 du Code monétaire et financier et des articles 314-100 à 314-102 et 319-21 à 319-23 du Règlement de l'Autorité des marchés financiers, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice 2018 et portant sur les conditions dans lesquelles Covéa Finance a décidé d'exercer les droits de vote attachés aux titres détenus dans les portefeuilles des OPCVM, des FIA et des mandats dont elle assure la gestion.

Dans le cadre de son document « Politique de vote », Covéa Finance s'était engagée pour le treizième exercice de vote obligatoire pour les sociétés de gestion de portefeuille à voter conformément aux critères définis ci-dessous :

- voter dans les assemblées de ses vingt plus grosses positions cumulées dans les sociétés de l'Union européenne, dans les portefeuilles OPCVM, FIA et mandats confondus au **31 décembre 2017** (sauf si ces titres étaient cédés à la date de l'assemblée générale) ;
- ne prendre en compte que les titres au porteur ;
- s'efforcer d'exercer son droit de vote dans les sociétés cotées européennes que Covéa Finance accompagne dans une démarche long terme et notamment les sociétés de moyennes capitalisations pour lesquelles Covéa Finance a une part significative du capital (supérieure à 1,5 % du capital et des droits de vote). Covéa Finance s'était également engagée à voter aux assemblées des sociétés qu'elle accompagne dans une démarche de long terme aux États-Unis. Cependant, le vote sur ce périmètre a été suspendu en cours d'exercice en raison de complexités juridiques et administratives.

ASSEMBLÉES GÉNÉRALES VOTÉES :

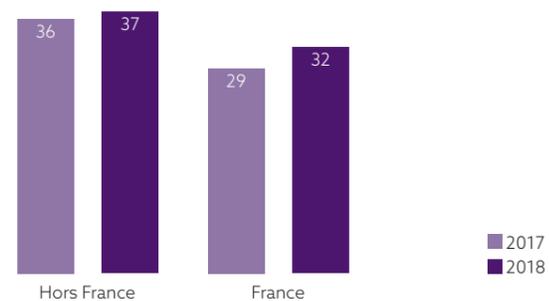
Au 31 décembre 2018, Covéa Finance a exercé son droit de vote dans 65 assemblées européennes, dont 32 assemblées générales françaises et 33 hors de France. Covéa Finance a également exercé son droit de vote à quatre assemblées aux États-Unis avant la suspension de l'exercice du droit de vote sur ce périmètre géographique, pour les raisons susmentionnées.

Assemblées générales votées en 2018 - Répartition par pays

Dans le cadre de la refonte de la politique de vote de Covéa Finance initiée en 2016 et poursuivie en 2017 et 2018, la société a décidé de mettre en place un dialogue actionnarial approfondi et personnalisé avec les différentes entreprises du périmètre de vote.

Par ailleurs, Covéa Finance, dans le cadre de la normalisation de ses procédures, a décidé de ne pas s'exprimer sur les assemblées générales entraînant un blocage des titres.

ÉVOLUTION DE L'EXERCICE DU DROIT DE VOTE 2017-2018



Au 31 décembre 2017, le nombre total de sociétés dans lesquelles Covéa Finance pouvait disposer d'un droit de vote s'était élevé à 445, représentant un volume d'actions cotées de 10 586 592 987 euros (à condition que les actions à la date de l'assemblée prévue en 2018 aient été inscrites dans le portefeuille d'un mandat, d'un FIA ou d'un OPCVM). Le nombre de sociétés composant le périmètre de vote choisi par la société au 31 décembre 2017 s'élevait à 71 (y compris les sociétés américaines sur lesquelles le vote a été suspendu en cours d'exercice). Des sociétés non intégrées dans le périmètre de vote établi par la société en début d'exercice ont fait l'objet d'un vote, à leur demande.

Taux de participation	69/445
Taux restreint au périmètre choisi par la société de gestion	69/71

Répartition des votes :

Résolutions pour	978
Résolutions contre	184
Abstentions	1
Nombre total de résolutions votées	1 163
Sur un total de résolutions agréées de	1 142
Résolutions non agréées par le conseil - vote pour	9
Résolutions non agréées par le conseil - vote contre	12

N.B.

Résolutions agréées = résolutions préalablement validées par le conseil d'administration.

Résolutions non agréées = résolutions pour lesquelles le conseil d'administration a émis une recommandation négative ou ne s'est pas prononcé préalablement.

Motifs des votes négatifs

(comprenant les votes « contre » aux résolutions agréées et les votes « pour » aux résolutions non agréées)

MOTIFS DES RÉSOLUTIONS	EUROPE			
	FRANCE	UNION EUROPÉENNE	HORS UNION EUROPÉENNE	HORS EUROPE
Nomination des membres du conseil d'administration ou de surveillance	26	28	-	6
Nomination et rémunération des contrôleurs légaux des comptes	4	0	-	0
Modifications statutaires ayant un impact négatif sur les droits des actionnaires	2	1	-	-
Approbation de conventions réglementées	4	0	-	-
Opérations en capital considérées comme un dispositif anti-OPA*	3	-	-	-
Opérations Financières/Fusions	33	10	-	-
Rémunération des dirigeants et association des salariés au capital	49	7	-	1
Actionnariat salarié	2	-	-	-
Approbation des comptes et affectation du résultat	-	-	-	-
Résolutions externes (non agréées par le conseil)	-	1	-	5

* Les opérations prises en compte sont les suivantes : délégations au conseil pour émettre des bons de souscription ; autorisations concernant les rachats d'actions jusqu'à 10 % ; modification statutaire concernant le droit de vote double ; etc.

Cas dans lesquels Covéa Finance n'a pas pu respecter les principes fixés dans son document « politique de vote » :

En 2018, Covéa Finance n'a pas voté en contradiction avec sa politique de vote.

Covéa Finance tient à disposition des porteurs le détail des votes.

Cas dans lesquels Covéa Finance s'est trouvée dans une situation de conflits d'intérêts :

Aucun

N.B. Ce rapport ne porte pas sur les détentions stratégiques du groupe Covéa.

Rapport sur le dispositif de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme

Exercice 2018

Le présent rapport rend compte des dispositions prises par Covéa Finance en matière de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme, conformément à la section 3, chapitre V du Livre III du Règlement général de l'Autorité des marchés financiers et au titre VI du Livre V, chapitre I à IV du Code monétaire et financier et aux directives européennes 2005/60/CE transposées en droit français par l'ordonnance n° 2009-104 et leurs différents textes d'application.

La fonction de responsable de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme

Maxime Perron est désigné responsable opérationnel de la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme, et identifié comme déclarant auprès de Tracfin. Il est en charge de l'ensemble du dispositif de contrôle du blanchiment, y compris la veille juridique et la formation du personnel, et d'autre part, de l'analyse de toute déclaration de soupçon émise par les collaborateurs avant transmission à Tracfin.

Les risques chez Covéa Finance

Covéa Finance est une société de gestion de portefeuille qui n'assure ni la tenue des comptes ni la réception-transmission d'ordres pour le compte de tiers. De même, Covéa Finance n'a pas de contact direct avec les porteurs de parts des OPCVM qu'elle gère et n'assure pas directement la commercialisation de ces OPCVM auprès des particuliers.

Les tiers avec lesquels Covéa Finance est en contact sont principalement des institutionnels avertis, domiciliés dans des pays de l'OCDE :

- les sociétés de la SGAM Covéa (groupe d'assurance mutuelle regroupant MAAF, MMA et GMF) pour lesquelles Covéa Finance gère, sous mandat formalisé, un portefeuille d'actifs ;
- des sociétés extérieures à la SGAM, mais ayant des liens privilégiés avec une des mutuelles du Groupe pour lesquels Covéa Finance gère également un portefeuille d'actifs sous mandat ;
- les OPCVM ayant délégué la gestion financière à Covéa Finance et pour lesquels les sociétés de la SGAM Covéa, dotées de leur propre dispositif de lutte contre le blanchiment, sont promoteurs, et CACEIS le principal dépositaire ;
- des prestataires de services d'investissement agréés par l'Autorité des marchés financiers (AMF), qui sont soit intermédiaires soit contreparties soit sociétés de gestion dans les différentes opérations de marchés, y compris en multigestion.

De par les procédures en vigueur, aucun gérant ne peut travailler avec un tiers qui n'ait pas préalablement fait l'objet d'une accréditation interne. Cette accréditation ne peut être obtenue qu'après la constitution formalisée d'un dossier de connaissance du tiers. À ce jour, les risques liés à l'absence de connaissance des clients ou de l'origine des fonds sont faibles.

Les investissements de Covéa Finance sont placés dans des actifs de sociétés cotées ayant leur siège social dans des pays de l'OCDE, principalement en Europe et en Amérique du Nord.

En 2018, dans le cadre des contrôles périodiques, une évaluation du dispositif LCB-FT a été réalisée sous la forme d'une mission audit de conformité menée par un cabinet externe.

La procédure de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme a été ajustée en fin d'année, en tenant compte des propositions d'amélioration émises par les auditeurs externes.

Les contrôles effectués sur les opérations n'ont pas révélé d'anomalies particulières et n'ont donc pas justifié de déclaration de soupçon auprès de Tracfin.

Information et formation du personnel

Une formation est dispensée à tout nouveau collaborateur (salarié, intérimaire et stagiaire) dès son arrivée. À cette occasion est remis un exemplaire de la procédure de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme. En 2018, 33 nouveaux collaborateurs ont ainsi été formés. Dans le cadre de la formation continue, Covéa Finance a également organisé sept sessions de « recyclage » pour 99 collaborateurs. Parallèlement, ces procédures sont mises à la disposition de tout le personnel grâce à l'outil de gestion documentaire et le processus d'alerte et de déclaration de soupçon est modélisé sur l'Intranet des procédures.

Bilan

Au 31 décembre 2018

ACTIF	31/12/2018			31/12/2017
	MONTANT BRUT	AMORTISSEMENT OU PROVISIONNEMENT	MONTANT NET	
Immobilisations incorporelles	1 271 094	1 057 551	213 543	-
Immobilisations corporelles	7 223 979	4 405 368	2 818 610	3 999 012
Immobilisations financières	8 314 096	221 981	8 092 115	6 378 750
TOTAL 1	16 809 169	5 684 900	11 124 268	10 377 762
Créances clients	9 579 425	-	9 579 425	7 812 224
Autres créances	391 405	-	391 405	1 806 972
Valeurs mobilières de placement	70 163 906	620 664	69 543 242	60 811 638
Disponibilités	2 803 953	-	2 803 953	3 629 493
Charges constatées d'avance	3 012 576	-	3 012 576	3 323 962
Intérêts à recevoir	238 562	-	238 562	254 653
TOTAL 2	86 189 827	620 664	85 569 163	77 638 941
TOTAL GÉNÉRAL	102 998 996	6 305 564	96 693 431	88 016 704

PASSIF	31/12/2018	31/12/2017
Capital	7 114 644	7 114 644
Réserve légale	711 464	711 464
Réserve indisponible	28 164	28 164
RAN	37 661 953	32 901 869
Autres réserves	946 485	946 485
Prime de fusion	4 296 782	4 296 782
Prime d'apport	454 203	454 203
Résultat de l'exercice	18 165 068	15 906 361
Provision pour investissement	-	-
TOTAL 1	69 378 763	62 359 971
Provision pour risques	146 286	400 000
Provision pour charges	-	-
TOTAL 2	146 286	400 000
Emprunts et dettes auprès établissements de crédit	333 118	50 764
Act, dividendes à distribuer		
Dettes	26 835 264	25 205 969
Différence de conv. Passif		
TOTAL 3	27 168 382	25 256 733
TOTAL GÉNÉRAL	96 693 431	88 016 704

Compte de résultat en liste 2018

DÉBIT	EXERCICE 2018	EXERCICE 2017
Produits d'exploitation		
Commissions de gestion sur Mandats	10 861 697	10 543 213
Commissions de gestion sur OPC	91 403 496	83 995 246
Facturation UES/FCPE	- 24 717	366 745
Frais administratifs et comptables	2 677 148	3 232 935
Produits annexes	398 880	101 604
Montant total du CA	105 316 503	98 239 743
Autres produits accessoires	5 364	6 480
Reprise de provisions d'exploitation, transfert de charges	4 974	5 025
TOTAL I	105 326 841	98 251 248
Charges d'exploitation		
Autres charges externes	52 654 416	46 125 309
Impôts, taxes et versements assimilés	3 646 037	3 670 926
Charges de personnel	18 345 797	16 984 374
Autres charges	2 507	52
Dot, aux amortissements	1 695 985	1 490 285
Dot, aux provisions sur litiges	-	-
Jetons de présence	5 040	6 480
TOTAL II	76 349 782	68 277 427
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	28 977 059	29 973 822
Produits financiers		
Autres produits et intérêts	396 819	323 114
Plus-values s/cessions de VMP	4 577	270 029
Gains de change	199 196	-
Reprises de provisions dépréciation imm. financières	7 604	9
Reprise provision dép. Valeur Mobilière Placement	748 516	118 598
Reprises de provisions charges et risques financiers	-	-
TOTAL III	1 356 713	711 750
Charges financières		
Autres intérêts	3 734	1 945
Moins-values réalisées sur cessions de titres	373 693	101 570
Autres charges financières	-	-
Charges sur cessions de V.M.P	-	-
Dotations aux provisions dépréciation imm. financières	221 982	7 604
Dotations aux provisions dépréciation Valeur Mobilière Placement	766 950	748 516
Dotations sur provisions risque de change	-	-
Pertes de change	12 372	325 645
TOTAL IV	1 378 731	1 185 280
RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)	- 22 019	- 473 530

DÉBIT	EXERCICE 2018	EXERCICE 2017
Produits exceptionnels		
Reprises de provisions pour risques	580 000	162 000
Autres produits exceptionnels	14 930	84
Produits sur exercices antérieurs	-	-
Produits des éléments actifs cédés - imm. financières	-	288
TOTAL V	594 930	162 372
Charges exceptionnelles		
Dotations aux provisions réglementées	-	-
Charges exceptionnelles sur op. de gestion	7 375	4 347
Charges exceptionnelles sur exercices antérieurs	-	-
Amendes pénalités fiscales	-	-
Valeur comptable des actifs cédés - imm. corporelles	-	288
Valeur comptable des actifs cédés - imm. financières	-	-
Provision pour risques et charges exceptionnelles	180 000	-
TOTAL VI	187 375	4 635
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	407 555	157 737
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV + V - VI)	29 362 595	29 658 029
Impôts sur les bénéficiaires (VII)	9 485 941	12 257 326
Participations des salariés (VIII)	1 711 586	1 494 342
Produits crédit formation (IX)	-	-
Produits intégration fiscale	-	-
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	107 278 483	99 125 370
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII - IX)	89 113 415	83 219 010
BÉNÉFICE	18 165 068	15 906 361

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2018

À l'associé unique de la société Covéa Finance

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Covéa Finance relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

RÉFÉRENTIEL D'AUDIT

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

INDÉPENDANCE

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification des autres documents adressés à l'associé unique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents adressés à l'associé unique sur la situation financière et les comptes annuels.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-4 du Code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par la présidente.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

Décision de l'associé unique

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

À Neuilly-sur-Seine et Paris - La Défense, le 5 avril 2019

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

 Philippe CHEVALLIER

Deloitte & Associés

 Olivier GALIENNE

Textes des résolutions

PREMIÈRE RÉSOLUTION

L'associé unique, après avoir entendu la lecture du rapport de gestion du Président ainsi que les observations faites sur ce rapport par le comité de surveillance, statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2018 et sur l'activité de la société au cours dudit exercice et la lecture du rapport des commissaires aux comptes sur l'exécution de leur mission au cours de cet exercice, approuve lesdits comptes tels qu'ils lui sont présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports.

En conséquence, il donne quitus au Président et aux membres du comité de surveillance de l'exécution de leur mandat pour ledit exercice.

DEUXIÈME RÉSOLUTION

L'associé unique prend acte de ce que, au cours de l'exercice écoulé, il n'a été conclu aucune convention relevant des dispositions de l'article L. 227-10 du Code de commerce.

TROISIÈME RÉSOLUTION

L'associé unique décide sur proposition du comité de surveillance, d'affecter le bénéfice de l'exercice qui s'élève à comme suit :

Bénéfice de l'exercice	18 165 068,04 €
Report à nouveau de l'exercice précédent	<u>37 661 953,45 €</u>
TOTAL À AFFECTER	55 827 021,49 €
Dotations à la réserve légale	0,00 €
Dividendes (24,52 € par action)	14 537 589,24 €
Report à nouveau après affectation	<u>41 289 432,25 €</u>
TOTAL	55 827 021,49 €

Il est rappelé qu'au titre des trois derniers exercices les dividendes versés ont été pour :

2017 :	11 146 275 €
2016 :	15 859 727 €
2015 :	17 193 723 €

QUATRIÈME RÉSOLUTION

L'associé unique, connaissance prise du rapport de gestion et constatant que le capital social de la société est entièrement libéré, décide, conformément à l'article 19 des statuts, en cas de distribution d'acomptes sur dividendes au titre de l'exercice en cours, de proposer une option entre le paiement en numéraire ou en actions de la société. Le prix d'émission des actions créées, en paiement d'acomptes sur dividendes, correspond au montant des capitaux propres divisé par le nombre d'actions.

CINQUIÈME RÉSOLUTION

L'associé unique confère tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait de procès-verbal de la présente décision pour effectuer tous dépôts et formalités de publications légales en suite des décisions prises ci-dessus et de leurs réalisations.

Annexes aux comptes annuels

— Le bilan avant répartition de l'exercice clos le 31 décembre 2018, dont le total est de 96 693 431 €, et le compte de résultat, dont le total des comptes de produits est de 107 278 483 €, dégagent un bénéfice de 18 165 068 €.

Les notes et les tableaux ci-après constituent L'ANNEXE. Ils font partie intégrante des comptes annuels. Seules les informations présentant un caractère significatif sont produites.

1. Faits caractéristiques de l'exercice

La comptabilité de Covéa Finance, initialement déléguée au sein du groupe Covéa, a été internalisée au siège social de la société au début de l'exercice 2018.

L'actionnariat de Covéa Finance a évolué au cours du dernier trimestre 2018, il y a désormais un actionnaire unique, Covéa Coopérations. Le statut de la société a donc évolué de SAS en SASU.

Covéa Finance a bénéficié du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE). Les impacts sont une diminution des charges de personnel et une réduction de l'impôt société à payer à hauteur de 122 974 €.

Un contrôle URSSAF, initié au cours du dernier trimestre 2018, est toujours en cours.

2. Événements postérieurs à la clôture de l'exercice

Néant.

3. Principes et méthodes comptables retenues

3.1 PRINCIPES GÉNÉRAUX

Le présent bilan et le compte de résultat ont été établis dans le respect des dispositions des articles L. 123-12 et L. 123-13 du Code de commerce, et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Les règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels sont établies suivant les règles du nouveau plan comptable adopté selon le règlement ANC 2016-07 du 4 novembre 2016.

Les principes généraux de prudence, de régularité, de sincérité et d'image fidèle ont été respectés à partir des hypothèses de base suivantes :

- continuité de l'exploitation ;
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- indépendance des exercices.

3.2 MÉTHODES COMPTABLES UTILISÉES

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques. Pour les valeurs mobilières de placement, la valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires.

4. Compléments d'informations relatifs au bilan

4.1 ÉTAT DE L'ACTIF IMMOBILISÉ

A - Immobilisations incorporelles et corporelles et amortissements

EN EUROS	DÉBUT DE L'EXERCICE		MOUVEMENTS DE L'EXERCICE			FIN DE L'EXERCICE		
	VALEUR BRUTE DES IMMOBILISATIONS	VALEUR BRUTE DES AMORTISSEMENTS	ACQUISITIONS	CESSIONS	DOTATIONS/REPRISES	VALEUR BRUTE DES IMMOBILISATIONS	VALEUR BRUTE DES AMORTISSEMENTS	VALEUR NETTE COMPTABLE
DÉSIGNATION								
Immobilisations incorporelles	797 873	797 873	473 221	0	259 678	1 271 094	1 057 551	213 543
Logiciels	797 873	797 873	473 221		259 678	1 271 094	1 057 551	213 543
Immobilisations corporelles	6 968 073	2 969 061	255 906	0	1 436 307	7 223 979	4 405 368	2 818 611
Installations	3 541 600	1 385 841	55 947		716 015	3 597 547	2 101 856	1 495 691
Agencements	438 385	310 117	31 916		60 590	470 301	370 707	99 594
Matériel	2 301 735	939 799	157 517		539 600	2 459 252	1 479 399	979 853
Téléphones	12 981	4 806	2 211		4 840	15 192	9 646	5 546
Mobilier	658 869	328 498	8 315		115 262	667 184	443 760	223 424
Estampes	14 503		0			14 503	0	14 503
TOTAL	7 765 946	3 766 934	729 127	0	1 695 985	8 495 073	5 462 919	3 032 154

La détermination du coût d'entrée des immobilisations se fait au coût historique.

Acquisitions dans Covéa Finance :

- les logiciels sont amortis sur 12 mois en mode dégressif ;
- les installations, le mobilier et les agencements sont amortis sur 5 ans selon le mode linéaire ;
- le matériel est amorti sur 5 ans selon le système dégressif. Les immobilisations acquises depuis 2001 sont amorties en dégressif sur 35 % au lieu de 40 % selon les nouvelles règles fiscales.

Les amortissements sont enregistrés dans le poste Dotations aux amortissements dans le compte de résultat.

B - Immobilisations financières et autres immobilisations

DÉSIGNATION DES VALEURS	PRIX DE REVIENT 31/12/2017	INVESTISSEMENTS 2018	CESSIONS 2018	PRIX DE REVIENT 31/12/2018	+ VALUES LATENTES AU 31/12/2018	- VALUES LATENTES AU 31/12/2018
Total immobilisations financières	6 282 316	1 902 422	0	8 184 738	1 116 056	- 221 981
Total autres immobilisations	104 038	27 000	- 1 680	129 358	0	0
TOTAL	6 386 354	1 929 422	- 1 680	8 314 096	1 116 056	- 221 981

En fin d'exercice, la valeur de souscription est comparée à la valeur de liquidation. En cas de moins-values latentes, une provision pour dépréciation est enregistrée dans le poste « Dotations aux provisions ». Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

4.2 CRÉANCES SELON ANCIENNETÉ

EN EUROS	MONTANT BRUT	UN AN ET MOINS	UN AN À 5 ANS	PLUS DE 5 ANS
Créances clients	9 579 425	9 579 425	-	-
Fournisseurs débiteurs	25 852	25 852	-	-
TVA à régulariser	87 799	87 799	-	-
État impôts sociétés - CICE	122 974	122 974	-	-
Débiteurs divers	154 780	154 780	-	-
TOTAL CRÉANCES	9 970 830	9 970 830	-	-

Les créances sont essentiellement constituées des créances clients qui correspondent à la facturation du mois de décembre 2018. Il n'y a aucune créance supérieure à un an.

4.3 VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT

DÉSIGNATION DES VALEURS	PRIX DE REVIENT 31/12/2017	INVESTISSEMENTS 2018	CESSIONS 2018	PRIX DE REVIENT 31/12/2018	+ VALUES LATENTES AU 31/12/2018	- VALUES LATENTES AU 31/12/2018
OBLIGATIONS	20 075 577	3 083 789	4 102 816	19 056 550	4 287	- 597 527
OPC COVÉA FINANCE	41 484 577	102 577 242	92 954 463	51 107 356	1 729 428	- 23 137
TOTAL VMP	61 560 154	105 661 031	97 057 279	70 163 906	1 733 715	- 620 664

En fin d'exercice, la valeur de souscription est comparée à la valeur de liquidation. En cas de moins-values latentes, une provision pour dépréciation est enregistrée dans le poste « Dotations aux provisions ». Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Disponibilités

Les liquidités en devises existant à la clôture de l'exercice sont converties en monnaie nationale de change au comptant. Les écarts de conversion constatés sont comptabilisés en compte de résultat.

4.4 INFORMATION SUR LES FONDS PROPRES

EN EUROS	31/12/2017	AUGMENTATIONS	DIMINUTIONS	31/12/2018
Capital social	7 114 644			7 114 644
Prime de fusion	4 296 782			4 296 782
Prime d'apport	454 203			454 203
Réserve légale	711 464			711 464
Réserve indisponible	28 164			28 164
Autres réserves	305 267			305 267
Réserve pour éventualités diverses	641 218			641 218
Report à nouveau	32 901 868	4 760 085		37 661 953
Résultat de l'exercice	15 906 360	18 165 068	15 906 360	18 165 068
TOTAL	62 359 970	22 925 153	15 906 360	69 378 763

4.5 ÉTAT DES PROVISIONS

LIBELLÉ (EN EUROS)	31/12/2017	DOTATIONS	REPRISES	31/12/2018	COMMENTAIRES
Provision pour litige sur méthodes de valorisation	400 000		400 000		Cf. portefeuille titres
Provision pour prud'hommes ou litiges sociaux		180 000	180 000		
Provision perte de change s/obligation en USD		146 286		146 286	
TOTAL	400 000	326 286	580 000	146 286	

4.6 DETTES SELON ANCIENNETÉ

EN EUROS	MONTANT BRUT	UN AN ET MOINS	UN AN À 5 ANS	PLUS DE 5 ANS
Fournisseurs	12 940 316	12 940 316		
Comptes courants	66 290	66 290		
Diverses charges à payer	190 638	190 638		
Personnel, frais de mission	7 479	7 479		
Personnel, participation aux bénéficiaires	1 711 586	1 711 586		
Personnel, prime d'intéressement	303 749	303 749		
Comité d'entreprise	21 247	21 247		
Créditeurs divers	1 332 383	1 332 383		
Provisions sur salaires	8 737 331	8 737 331		
Organismes sociaux	628 171	628 171		
TVA sur FAE	155 069	155 069		
TVA à décaisser	279 335	279 335		
Taxe sur les salaires	461 669	461 669		
Emprunts et Dettes auprès Ets crédit	333 119	333 119		
TOTAL DETTES	27 168 382	27 168 382		

Les dettes sont principalement constituées de :

- dettes fournisseurs relatives aux factures reçues en fin d'exercice ;
- dettes charges sociales et fiscales.

Il n'y a aucune dette supérieure à un an.

4.7 COMPTES DE RÉGULARISATION ACTIF

Le solde des comptes de régularisation actif se décompose de la façon suivante :

- Charges constatées d'avance : 3 012 576 € ;
- Produits à recevoir : 1 738 512 €, correspondant à la facturation du deuxième semestre des frais de gestion administratifs et comptables, et de produits des activités annexes.

5. Compléments d'informations relatifs au compte de résultat

5.1 PRODUITS D'EXPLOITATION

Ce poste s'élève à 105 326 841 €, il est composé principalement de :

- Commissions de gestion sur mandats : 10 861 697 €
- Commissions de gestion sur OPC : 91 403 496 €
- Frais administratifs et comptables : 2 677 148 €
- Produits annexes et accessoires : 404 244 €

5.2 PRODUITS ET INTÉRÊTS

Ce poste s'élève à 1 356 713 €, il est composé de :

- Produits et intérêts : 396 819 €
- Plus-values de cessions : 4 577 €
- Gains de change : 199 196 €
- Reprises de provisions/immo. financières : 7 604 €
- Reprises de provisions/VMP : 748 516 €

5.3 PRODUITS EXCEPTIONNELS

Ce poste s'élève à 594 930 €, il est composé de :

- Reprises de provisions pour risques : 580 000 €
- Autres produits exceptionnels : 14 930 €

5.4 CHARGES DE PERSONNEL

Les salaires et les charges sociales s'élèvent à 18 345 797 €.

5.5 CHARGES FINANCIÈRES

Ce poste s'élève à 1 378 731 € et se décompose ainsi :

- Produits et intérêts : 3 734 €
- Moins-values de cessions : 373 693 €
- Perte de change : 12 372 €
- Dotations dépréciation/immo. financières : 221 982 €
- Dotations dépréciation / VMP : 766 950 €

5.6 CHARGES EXCEPTIONNELLES

Ce poste s'élève à 187 375 € et se décompose ainsi :

- Dotations aux provisions pour risques : 180 000 €
- Autres charges exceptionnelles : 7 375 €

5.7 IMPÔT ET INTÉGRATION FISCALE

L'impôt enregistré au compte de résultat de l'exercice correspond à l'impôt payable au titre de l'exercice selon les règles fiscales en vigueur.

À compter du 1^{er} janvier 2008, Covéa Finance a rejoint le groupe d'intégration fiscale dont la SGAM Covéa est la société intégrante.

Au titre de l'année 2018, l'impôt sur les sociétés est de 9 485 941 €.

5.8 PARTICIPATION DES SALARIÉS

La participation s'élève à 1 711 586 euros.

5.9 PRIME D'INTÉRESSEMENT

Le ratio Participations/Salaire est inférieur à 0,16. Une prime d'intéressement a été provisionnée.

5.10 AFFECTATION DU RÉSULTAT COMPTABLE DE L'EXERCICE

Le conseil d'administration propose d'affecter le résultat net bénéficiaire comme suit :

- | | |
|--|------------------------|
| ● Bénéfice de l'exercice | 18 165 068,04 € |
| ● Report à nouveau de l'exercice précédent | 37 661 953,45 € |
| TOTAL À AFFECTER | 55 827 021,49 € |
| ● Dotation à la réserve légale | 0,00 € |
| ● Dividendes | 14 537 589,24 € |
| ● Report à nouveau après affectation | 41 289 432,25 € |
| TOTAL | 55 827 021,49 € |

5.11 EFFECTIFS

Au 31 décembre 2018, Covéa Finance compte 168 salariés :

- 17 personnes non cadres ;
- 151 personnes cadres.

5.12 RÉMUNÉRATIONS DES MEMBRES DE LA DIRECTION

La communication des rémunérations des dirigeants et preneurs de risque fait l'objet d'un rapport *ad hoc*, annexé au rapport de gestion, conformément aux directives européennes AIFM et OPCVM 5 auxquelles est soumise Covéa Finance en tant que société de gestion.

6. Engagements hors bilan

- | | |
|--|-------------|
| ● Engagements d'indemnité de fin de carrière | 1 156 983 € |
| ● Fonds constitué (contrat Cité Européenne) | 432 009 € |
| ● Insuffisance | 724 974 € |

L'engagement de l'entreprise est évalué par une méthode actuarielle qui prend en compte les paramètres de turn-over, taux de croissance des salaires. Le taux d'actualisation retenu est la référence IBOXX eurocorporate AA 10 et +, il passe de 1,55% en 2017 à 1,54% en 2018.

La méthode préférentielle préconisée par la recommandation du CNC d'octobre 2018 a été appliquée.

L'engagement de l'entreprise est couvert partiellement par un contrat d'assurance souscrit auprès de GMF VIE (ex-Cité Européenne).

Dans le tableau des engagements hors bilan en annexe, l'engagement actuariel augmenté des charges sociales est comparé au fonds constitué des primes d'assurance versées. L'insuffisance qui en résulte fait l'objet d'un provisionnement dans les comptes contributifs.

7. Autres éléments significatifs

7.1 RÉPARTITION DU CAPITAL SOCIAL

La société est devenue en date du 15 novembre 2018 une société par actions simplifiée unipersonnelle (SASU), Covéa Coopérations étant désormais l'unique actionnaire de Covéa Finance.

7.2 CONSOLIDATION

Les comptes de Covéa Finance sont inclus, par la méthode de l'intégration globale dans les comptes combinés de la SGAM Covéa N° SIRET 450527916 00016 (86-90 rue Saint-Lazare - 75009 PARIS).

7.3 HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

L'impact des honoraires des commissaires aux comptes sur le résultat est de 312 931 € répartis de la façon suivante :

- | | |
|--|-----------|
| ● Contrôle des comptes Covéa Finance : | 87 024 € |
| ● Contrôle des OPC : | 225 907 € |

Résultats de la société au cours des 5 derniers exercices

NATURE DES INDICATIONS	2014	2015	2016	2017	2018
Capital en fin d'exercice					
Capital social	7 114 644	7 114 644	7 114 644	7 114 644	7 114 644
Nombre des actions ordinaires existantes	592 887	592 887	592 887	592 887	592 887
Nombre des actions à dividende prioritaire (sans droit de vote) existantes					
Nombre maximal d'actions futures à créer					
Opérations et résultats de l'exercice					
Chiffres d'affaires hors taxes	79 345 847	89 883 656	91 794 558	98 239 743	105 316 503
Bénéfices avant impôts, participation des salariés et DAP	28 323 608	35 042 563	31 674 207	31 623 836	30 891 391
Impôts sur les bénéfices	9 361 248	11 104 628	10 329 484	12 257 326	9 485 941
Participation des salariés due au titre de l'exercice	1 460 266	1 618 398	1 691 773	1 494 342	1 711 586
Bénéfices après impôts, participation des salariés et DAP	17 426 552	20 971 801	19 832 482	15 906 361	18 165 068
Résultat distribué en numéraire	13 932 845	17 193 723	15 859 727	11 146 276	14 537 589
Résultat distribuable en actions					
Résultats par action					
Résultat avant impôts, participation des salariés et DAP	47,77	59,10	53,42	53,34	52,10
Résultat après impôts, participation des salariés mais avant DAP	29,52	37,65	33,15	30,14	33,22
Résultat après impôts, participation des salariés et DAP	29,39	35,37	33,45	26,83	30,64
Dividende attribué à chaque action (en numéraire)	23,50	29,00	26,75	18,80	24,52
Dividende attribué à chaque action (en actions)					
Personnel					
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	133	142	142	155	164
Montant de la masse salariale de l'exercice	8 661 732	8 921 527	10 523 706	11 370 318	12 255 335
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux de l'exercice	4 319 939	4 575 393	5 221 091	5 614 056	6 090 462

Annexe performances des OPCVM

Au 31 décembre 2018 - Source : Morningstar

	Classification Morningstar	Indice de référence	Étoiles Morningstar	Volatilité 52 semaines de l'OPC	Volatilité 52 semaines de la catégorie Morningstar	PERFORMANCE SUR L'ANNÉE 2018		
						OPC	Catégorie Morningstar	Indice de référence
OPC TAUX								
OPCVM								
COVÉA EURO SOUVERAIN (AC)	Obligations EUR Emprunts d'État	FTSE MTS (ex-EuroMTS) Global 16h00 coupons nets réinvestis	***	2,34%	2,04%	-0,56%	0,06%	0,80%
COVÉA EURO SOUVERAIN (AD)	Obligations EUR Emprunts d'État	FTSE MTS (ex-EuroMTS) Global 16h00 coupons nets réinvestis	***	2,33%	2,04%	-0,56%	0,06%	0,80%
COVÉA EURO SPREAD (AC)	Obligations EUR Emprunts Privés	Markit Iboxx Corp coupons nets réinvestis	**	0,63%	0,96%	-0,72%	-2,26%	-1,29%
COVÉA EURO SPREAD (AD)	Obligations EUR Emprunts Privés	Markit Iboxx Corp coupons nets réinvestis	***	0,65%	0,96%	-0,73%	-2,26%	-1,29%
COVÉA HAUT RENDEMENT (IC)	Obligations EUR Haut Rendement	Markit Iboxx Euro High Yield Fixed Rate coupons réinvestis	**	0,94%	2,97%	-1,22%	-4,23%	-3,70%
COVÉA MOYEN TERME (AC)	Obligations EUR Diversifiées Court Terme	FTSE MTS (ex-EuroMTS) 1-3 ans 16h00 coupons nets réinvestis	***	0,41%	0,88%	-0,63%	-1,57%	-0,28%
COVÉA OBLIGATIONS (AC)	Obligations EUR Diversifiées	FTSE MTS (ex-EuroMTS) 5-7 ans 16h00 coupons nets réinvestis	***	2,21%	1,13%	-1,24%	-1,65%	0,14%
COVÉA OBLIGATIONS (AD)	Obligations EUR Diversifiées	FTSE MTS (ex-EuroMTS) 5-7 ans 16h00 coupons nets réinvestis	***	2,20%	1,13%	-1,25%	-1,65%	0,14%
COVÉA OBLIG INTER (AD)	Obligations Internationales	Merrill Lynch Global Gvt Bond Index (couvert en euro) coupons nets réinvestis	***	1,16%	2,83%	-1,33%	1,27%	-0,15%
FIA								
MAAF OBLIGATIONS 4 (AD)	Obligations Internationales	FTSE MTS (ex-EuroMTS) 3-5 ans 16h00 coupons nets réinvestis		0,46%		-0,46%		-0,24%
MAAF STRATÉGIE TAUX (AC)	Obligations Internationales	FTSE MTS (ex-EuroMTS) 1-3 ans 16h00 coupons nets réinvestis		0,27%		-0,39%		-0,28%
OPC MONÉTAIRES								
OPCVM								
COVÉA SÉCURITÉ (AC)	Monétaires EUR	EONIA Capitalisé		0,02%	0,09%	-0,34%	-0,51%	-0,37%
COVÉA SÉCURITÉ (AD)	Monétaires EUR	EONIA Capitalisé		0,05%	0,09%	-0,30%	-0,51%	-0,37%
COVÉA SÉCURITÉ (GC)	Monétaires EUR	EONIA Capitalisé		0,02%	0,09%	-0,34%	-0,51%	-0,37%

						PERFORMANCE SUR L'ANNÉE 2018		
Classification Morningstar	Indice de référence	Étoiles Morningstar	Volatilité 52 semaines de l'OPC	Volatilité 52 semaines de la catégorie Morningstar	OPC	Catégorie Morningstar	Indice de référence	
OPC CONVERTIBLES								
OPCVM								
COVÉA OBLIGATIONS CONVERTIBLES (AC)	Convertibles Europe	Exane ECI Europe coupons nets réinvestis	☆☆☆	4,58 %	4,13 %	- 5,86 %	- 7,88 %	- 4,89 %
COVÉA OBLIGATIONS CONVERTIBLES (IC)	Convertibles Europe	Exane ECI Europe coupons nets réinvestis	☆☆☆☆	4,58 %	4,13 %	- 5,29 %	- 7,88 %	- 4,89 %
OPC FLEXIBLES								
OPCVM								
COVÉA PATRIMOINE (AC)	Allocation EUR Flexible - International	-	☆☆☆	4,03 %	6,72 %	- 5,41 %	- 8,93 %	
COVÉA SÉLECTIF (AC)	Allocation EUR Flexible - International	-	☆☆☆☆	11,16 %	6,72 %	- 13,25 %	- 8,93 %	
FIA								
COVÉA ULTRA FLEXIBLE (GC)	Allocation EUR Flexible - International	-		5,40 %	6,72 %	- 7,68 %	- 8,93 %	
OPC MULTIGESTION ET PROFILÉS								
OPCVM								
COVÉA MULTI EUROPE (AC)	Actions Europe Gdes Cap. Mixte	DJ Stoxx 600 dividendes nets réinvestis	☆☆☆	10,81 %	11,28 %	- 13,79 %	- 13,35 %	- 10,77 %
COVÉA MULTI IMMOBILIER (AC)	Immobilier - Indirect zone euro	70 % EPRA zone euro + 30 % EPRA Europe dividendes réinvestis	☆☆	9,09 %	9,98 %	- 9,42 %	- 8,42 %	- 8,91 %
COVÉA MULTI IMMOBILIER (IC)	Immobilier - Indirect zone euro	70 % EPRA zone euro + 30 % EPRA Europe dividendes réinvestis	☆☆☆	9,10 %	9,98 %	- 8,69 %	- 8,42 %	- 8,91 %
COVÉA MULTI MONDE (AC)	Actions Internationales Gdes Cap. Mixte	MSCI AC World (en euro) dividendes nets réinvestis	☆☆☆	12,25 %	12,45 %	- 8,41 %	- 8,29 %	- 5,12 %
COVÉA MULTI MONDE (IC)	Actions Internationales Gdes Cap. Mixte	MSCI AC World (en euro) dividendes nets réinvestis		12,27 %	12,45 %	- 7,78 %	- 8,29 %	- 5,12 %
COVÉA MULTI SMALL CAP EUROPE (AC)	Actions Europe Moyennes Cap.	Euromoney Smaller Europe dividendes nets réinvestis	☆☆☆	11,88 %	12,83 %	- 18,75 %	- 16,64 %	- 14,71 %
COVÉA MULTI SMALL CAP EUROPE (IC)	Actions Europe Moyennes Cap.	Euromoney Smaller Europe dividendes nets réinvestis	☆☆☆☆	11,89 %	12,83 %	- 18,09 %	- 16,64 %	- 14,71 %
COVÉA PROFIL DYNAMIQUE (AC)	Allocation EUR Agressive - International	60 % MSCI World + 40 % FTSE MTS Global 16h00 dividendes nets et coupons réinvestis	☆☆☆	5,64 %	9,39 %	- 7,06 %	- 9,87 %	- 2,10 %
COVÉA PROFIL DYNAMIQUE (AD)	Allocation EUR Agressive - International	60 % MSCI World + 40 % FTSE MTS Global 16h00 dividendes nets et coupons réinvestis	☆☆☆	5,65 %	9,39 %	- 7,05 %	- 9,87 %	- 2,10 %
COVÉA PROFIL ÉQUILIBRE (AC)	Allocation EUR Modérée - International	40 % MSCI World + 60 % FTSE MTS Global 16h00 dividendes et coupons nets réinvestis	☆☆☆	3,76 %	5,79 %	- 5,16 %	- 7,11 %	- 1,06 %

						PERFORMANCE SUR L'ANNÉE 2018		
Classification Morningstar	Indice de référence	Étoiles Morningstar	Volatilité 52 semaines de l'OPC	Volatilité 52 semaines de la catégorie Morningstar	OPC	Catégorie Morningstar	Indice de référence	
COVÉA PROFIL ÉQUILIBRE (AD)	Allocation EUR Modérée - International	40 % MSCI World + 60 % FTSE MTS Global 16h00 dividendes et coupons nets réinvestis	☆☆☆	3,79 %	5,79 %	- 5,21 %	- 7,11 %	- 1,06 %
COVÉA PROFIL OFFENSIF (AC)	Allocation EUR Agressive - International	80 % MSCI World + 20 % FTSE MTS Global 16h00 dividendes et coupons nets réinvestis	☆☆☆☆	8,02 %	9,39 %	- 9,21 %	- 9,87 %	- 3,21 %
COVÉA PROFIL OFFENSIF (AD)	Allocation EUR Agressive - International	80 % MSCI World + 20 % FTSE MTS Global 16h00 dividendes et coupons nets réinvestis	☆☆☆☆	8,06 %	9,39 %	- 9,20 %	- 9,87 %	- 3,21 %
FIA								
COVÉA MULTI ABSOLUTE RETURN (ID)	Autre	-		1,67 %		- 5,07 %		
COVÉA MULTI ÉMERGENTS (AD)	Actions Marchés Émergents	MSCI Emerging Markets (en euro) dividendes nets réinvestis	☆☆☆	8,79 %	11,20 %	- 8,93 %	- 12,50 %	- 10,53 %
COVÉA MULTI ÉMERGENTS (ID)	Actions Marchés Émergents	MSCI Emerging Markets (en euro) dividendes nets réinvestis	☆☆☆	8,79 %	11,20 %	- 8,28 %	- 12,50 %	- 10,53 %
COVÉA MULTI HAUT RENDEMENT (AD)	Obligations Internationales Haut Rendement	Merrill Lynch Global HY & EM Sovereign (couvert en euro) coupons nets réinvestis	☆☆	5,20 %	2,98 %	- 4,87 %	- 5,78 %	- 5,38 %
OPC ACTIONS								
OPCVM								
COVÉA ACTIONS AMÉRIQUE (AC)	Actions États-Unis Gdes Cap. Croissance	S&P 500 (en euro) dividendes nets réinvestis	☆☆☆	14,55 %	16,80 %	0,09 %	0,51 %	- 0,44 %
COVÉA ACTIONS AMÉRIQUE (IC)	Actions États-Unis Gdes Cap. Croissance	S&P 500 (en euro) dividendes nets réinvestis	☆☆☆	14,56 %	16,80 %	1,22 %	0,51 %	- 0,44 %
COVÉA ACTIONS AMÉRIQUE MID CAP (AC)	Actions États-Unis Moyennes Cap.	Russell Midcap (en euro) dividendes nets réinvestis		13,88 %	17,44 %	- 7,13 %	- 7,11 %	- 5,23 %
COVÉA ACTIONS AMÉRIQUE MID CAP (IC)	Actions États-Unis Moyennes Cap.	Russell Midcap (en euro) dividendes nets réinvestis	☆☆	13,83 %	17,44 %	- 7,70 %	- 7,11 %	- 5,23 %
COVÉA ACTIONS ASIE (AC)	Actions Asie hors Japon	MSCI AC Asia Pacific dividendes nets réinvestis	☆☆	12,82 %	13,38 %	- 15,87 %	- 13,01 %	- 12,12 %
COVÉA ACTIONS CROISSANCE (AC)	Actions zone euro Grandes Cap.	95 % DJ Euro Stoxx + 5 % CAC Small dividendes nets réinvestis	☆☆☆☆☆	13,11 %	12,47 %	- 11,06 %	- 14,39 %	- 13,42 %
COVÉA ACTIONS CROISSANCE (AD)	Actions zone euro Grandes Cap.	95 % DJ Euro Stoxx + 5 % CAC Small dividendes nets réinvestis	☆☆☆☆☆	13,12 %	12,47 %	- 11,09 %	- 14,39 %	- 13,42 %
COVÉA ACTIONS EURO (AC)	Actions zone euro Grandes Cap.	DJ Euro Stoxx dividendes nets réinvestis	☆☆☆	12,30 %	12,47 %	- 16,07 %	- 14,39 %	- 12,72 %
COVÉA ACTIONS EURO (IC)	Actions zone euro Grandes Cap.	DJ Euro Stoxx dividendes nets réinvestis	☆☆☆☆	12,30 %	12,47 %	- 15,22 %	- 14,39 %	- 12,72 %
COVÉA ACTIONS EUROPE (AC)	Actions Europe Gdes Cap. Mixte	MSCI Pan-Euro (en euro) dividendes nets réinvestis	☆☆	10,95 %	11,28 %	- 13,97 %	- 13,35 %	- 9,87 %
COVÉA ACTIONS EUROPE (AD)	Actions Europe Gdes Cap. Mixte	MSCI Pan-Euro (en euro) dividendes nets réinvestis	☆☆	10,96 %	11,28 %	- 13,97 %	- 13,35 %	- 9,87 %

	Classification Morningstar	Indice de référence	Étoiles Morningstar	Volatilité 52 semaines de l'OPC	Volatilité 52 semaines de la catégorie Morningstar	PERFORMANCE SUR L'ANNÉE 2018		
						OPC	Catégorie Morningstar	Indice de référence
COVÉA ACTIONS EUROPE HORS EURO (AC)	Actions Europe Gdes Cap. Mixte	DJ Stoxx Hors Euro dividendes nets réinvestis	★★★★	10,98 %	11,28 %	- 7,89 %	- 13,35 %	- 8,69 %
COVÉA ACTIONS EUROPE OPPORTUNITÉS (AC)	Actions Europe Flex Cap	MSCI Pan-Euro (en euro) dividendes nets réinvestis	★★★★	12,24 %	11,91 %	- 14,02 %	- 16,31 %	- 9,87 %
COVÉA ACTIONS EUROPE OPPORTUNITÉS (IC)	Actions Europe Flex Cap	MSCI Pan-Euro (en euro) dividendes nets réinvestis	★★★★	12,25 %	11,91 %	- 13,15 %	- 16,31 %	- 9,87 %
COVÉA ACTIONS FRANCE (AC)	Actions France Grandes Cap.	-	★★	12,72 %	13,72 %	- 15,05 %	- 14,98 %	
COVÉA ACTIONS FRANCE (AD)	Actions France Grandes Cap.	-	★★	12,75 %	13,72 %	- 15,02 %	- 14,98 %	
COVÉA ACTIONS FRANCE (IC)	Actions France Grandes Cap.	-	★★★	12,74 %	13,72 %	- 14,19 %	- 14,98 %	
COVÉA ACTIONS INVESTISSEMENT (AC)	Actions Internationales Gdes Cap. Mixte	60 % S&P 500 + 40 % MSCI Pan-Euro dividendes nets réinvestis	★★★★	12,81 %	12,45 %	- 2,68 %	- 8,29 %	- 4,19 %
COVÉA ACTIONS JAPON (AC)	Actions Japon Grandes Cap.	Nikkei 300 (en euro) dividendes non réinvestis	★★	13,08 %	12,97 %	- 14,30 %	- 11,43 %	- 9,64 %
COVÉA ACTIONS MONDE (AC)	Actions Internationales Gdes Cap. Mixte	55 % S&P 500 + 30 % MSCI Pan-Euro + 15 % MSCI Asia (en euro) dividendes réinvestis	★★★★	12,74 %	12,45 %	- 1,20 %	- 8,29 %	- 4,62 %
COVÉA ACTIONS MONDE (IC)	Actions Internationales Gdes Cap. Mixte	55 % S&P 500 + 30 % MSCI Pan-Euro + 15 % MSCI Asia (en euro) dividendes réinvestis	★★★★★	12,75 %	12,45 %	- 0,11 %	- 8,29 %	- 4,62 %
COVÉA ACTIONS RENDEMENT (AC)	Actions Europe Rendement	MSCI Pan-Euro (en euro) dividendes nets réinvestis	★★★	12,34 %	10,72 %	- 13,59 %	- 12,17 %	- 9,87 %
COVÉA ACTIONS RENDEMENT (AD)	Actions Europe Rendement	MSCI Pan-Euro (en euro) dividendes nets réinvestis	★★	12,33 %	10,72 %	- 13,58 %	- 12,17 %	- 9,87 %
COVÉA PERSPECTIVES ENTREPRISES (AC)	Actions France Petites & Moy. Cap.	Cac Mid & Small dividendes nets réinvestis	★★★★	12,80 %	14,49 %	- 23,72 %	- 25,75 %	- 20,22 %
FIA								
COVÉA ACTIONS EUROPE INSTIT (AC)	Actions Europe Gdes Cap. Mixte	MSCI Pan-Euro (en euro) dividendes nets réinvestis		11,58 %		- 13,32 %		- 9,87 %
COVÉA ACTIONS EUROPE INSTIT II (AC)	Actions Europe Gdes Cap. Mixte	MSCI Pan-Euro (en euro) dividendes nets réinvestis		11,42 %		- 15,36 %		- 9,87 %
COVÉA ACTIONS EUROPE INSTIT III (AD)	Actions Europe Gdes Cap. Mixte	MSCI Pan-Euro (en euro) dividendes nets réinvestis		11,53 %		- 13,21 %		- 9,87 %
COVÉA ACTIONS SOLIDAIRES (AC)	Actions France Grandes Cap.	SBF 120 dividendes nets réinvestis	★★★	11,29 %	13,72 %	- 12,93 %	- 14,98 %	- 9,70 %

SOCIÉTÉ DE GESTION
DE PORTEFEUILLE
DU GROUPE COVÉA

8-12 rue Boissy d'Anglas
75008 PARIS
Tél. : 01 40 06 51 50

Agréée par l'Autorité des marchés financiers
GP 97-007 | RCS PARIS 407 625 607

www.covea-finance.fr
www.covea-finance.com

 @CoveaFinance
in Covéa Finance